

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 14 AVRIL 1978 - N° 678

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

## LIBAN

Faux retrait sioniste au Sud

### Provocations phalangistes à Beyrouth

Le retrait des troupes d'occupations sionistes au Sud-Liban n'est qu'un faux-semblant. Il permet aux USA de faire croire que leurs pressions sur Israël seraient efficaces. En fait, l'armée sioniste occupe toujours les positions stratégiques dont elle a pu s'emparer. A Beyrouth, les milices fascistes des Phalanges ont déclenché des attaques armées contre les Palestiniens et les forces progressistes libanaises. Ces graves provocations font partie, de toute évidence, d'un plan concerté avec les Israéliens, pour tenter de liquider la Résistance Palestinienne au Liban.

Après l'assassinat de deux reporters palestiniens. Lire l'appel de l'Institut du Cinéma Palestinien en page 9

## LA VOILA L'OUVERTURE SOCIALE !

# BARRE-CEYRAC: L'AUSTERITE A LA CARTE

«L'ouverture sociale» se précise de jour en jour. Bien sûr, les directions syndicales, iront à Matignon, après être allées à l'Elysée. Mais Barre pas plus que Ceyrac, n'ont l'intention de discuter avec elles, d'une mise en applica-

tion de la 5<sup>e</sup> semaine de congés payés, ou du SMIC à 2 400 F. Ceyrac qualifie la 5<sup>e</sup> semaine de congés de «gadget», et lui préfère le travail à la carte, avec 1 920 heures de travail par an, donnant droit à un «capital-loisirs» !

Comme ça, plutôt que du chômage technique officiel, vous pourrez prendre quelques jours quand il y aura des problèmes de production. Une solution avantageuse, n'est-ce pas ? Comment ces journées seront-elles payées ? Mystère. Et depuis que ce système a commencé à être appliqué dans certaines entreprises, il n'a abouti qu'à des baisses de salaire, qu'à une dépendance et une fatigue encore plus grandes !

Pour le SMIC, il est question aussi d'un SMIC à la carte, selon les professions, les régions, les branches. Ce qui permet de contourner le problème du salaire minimum réellement garanti, en divisant au maximum. Là encore, pas question d'accepter ! Si des négociations par branche sont envisageables, elles le sont sur la base d'un SMIC à 2 400 F.

Alors, que cherchent Barre et le CNPF, en recevant les syndicats, sinon d'obtenir d'eux qu'ils soient «raisonnables» ? Bergeron, reçu en tête, offre toutes les garanties. Maire, depuis des mois, a lancé le thème de discussions par branches et par régions. Et sur le plan de l'action revendicative, toujours rien, du côté des directions syndicales. Une telle politique du tapis vert ne peut rien nous apporter de bon ! Partout, c'est en passant à l'action que nous pourrions obtenir nos revendications !

Lire en page 3

## NOUVELLE VAGUE DE MARÉE NOIRE

# OUESSANT MAZOUTÉE LA RADE DE BREST MENACÉE



Lire en page 7

## RÈGLEMENTATION DE L'AFFICHAGE

### Une grave atteinte aux droits d'expression



La première mesure du gouvernement Barre N° 3, c'est un projet de loi pour restreindre le droit d'affichage, présenté par d'Ornano. Après avoir dépensé des milliards en affichages publicitaires, ces messieurs prétendent se soucier de la propreté et de l'esthétique de nos villes, et de nos campagnes. Ce ne sont pas les panneaux Decaux et autres Giraudy qui sont visés, mais surtout le droit d'affichage pour les organisations populaires et les révolutionnaires.

Lire en page 3

### Rennes : manifestation contre l'attentat fasciste

Rassemblement vendredi 14 avril à 18h Place Saint-Anne

Lire en page 3

### Mig 21 et Napalm contre le peuple érythréen

Les Mig soviétiques bombardent au Napalm les villes érythréennes situées près d'Asmara, où sont concentrés des milliers de mercenaires cubains.

Lire en page 10

### Zimbabwe : libération des femmes et lutte armée

«Il y a une chose que ces femmes ont en commun, c'est le désir de libérer leur patrie, parce qu'elles savent que c'est seulement par une véritable libération que la condition des femmes au Zimbabwe peut avancer»

Lire en page 12



# EN AVANT POUR LES 120 MILLIONS

## Créons un réseau de souscripteurs réguliers

<b>LIÉVIN</b>	800,75 660 180	<b>MULHOUSE</b>	Un ouvrier imprimeur.....20 Un paysan.....100 Un ouvrier.....30	<b>ORSAY</b>	Chercheur.....300 Ingénieur.....200 Chercheur.....50
<b>BOULOGNE</b>	Soutien.....80 P et N.....200 K et D.....200 F.....10 Porte à porte.....5 C.H.....100 Famille C.....150 J.P.P.....100	<b>PARIS</b>	18°.....174,50 .....200 20°.....178 .....500 .....542 .....60 12°.....3 331,46 .....1 100 INSEE.....100 .....150 13°.....400	<b>MASSY - STE GENEVIEVE DES BOIS</b>	750
<b>MONTREUIL (Pas de Calais)</b>	Soutien.....300	<b>MALAKOFF</b>	100	<b>VITRY</b>	Vente d'objets fabriqués par des camarades.....1 090
<b>ALBERT</b>	Collecte.....100 Un camarade.....200 Ventes.....200	<b>CRÉTEIL</b>	PTT, pour le Front.....130	<b>GRENOBLE</b>	620
<b>LILLE</b>	Sympathisant.....100 Vente.....200	<b>VILLEJUIF</b>	A. Pour le Front.....130	<b>LYON CENTRE</b>	230 .....732 7° arrondissement.....290 Collecte à la Librairie Populaire.....500
<b>BESANCON</b>	17 402 5 610	<b>CHEVILLY - LARUE</b>	Travailleuse à la retraite.....100	<b>ROANNE</b>	500
		<b>ALFORTVILLE</b>	Vente d'objets fabriqués par des camarades.....1 006	<b>SAINT ÉTIENNE</b>	50
				<b>VILLEURBANNE</b>	340
				<b>GYONNAX</b>	1 030 .....450
				<b>TOTAL : 4 2051,71</b>	
				Total précédent : 466 612	
				<b>Total général : 508 663</b>	

### Du neuf avec du vieux

André Passeron, du *Monde*, s'est livré à un petit calcul : sur 38 membres du gouvernement Barre-ter, démontre-t-il, «22 ont activement ou tacitement participé à l'État UDR jusqu'en 1974». Ceci, soit à titre de ministre, soit à titre de hauts fonctionnaires touchant de très près au pouvoir. Parmi ces derniers, des «hommes neufs» comme Barre et Mme Veil. C'est bien cette stabilité du personnel qui irrite tant le parti socialiste : il avait tant de solutions de rechange à proposer, parmi... les autres hauts fonctionnaires !

### 3 opérations-expulsion à Paris

Mercredi, la police a procédé à des expulsions dans trois points de Paris : rue Poisson, dans le 20<sup>e</sup>, 64 rue d'Alleray et 80 rue Dutot dans le 15<sup>e</sup>. Les immeubles évacués doivent être démolis. Pour le PCF, les expulsions dans le 20<sup>e</sup> ne sont pas graves : «Si, rue Bisson, un programme HLM est prévu, ce sont deux sociétés immobilières qui veulent, rue d'Alleray et rue Dutot, poursuivre la rénovation...». Il y a quelques semaines d'ailleurs, Dalbéra, alors député PCF de la 30<sup>e</sup> circonscription, s'était fait photographe au dessus de la rue Bisson, et se vantait, dans son dépliant publicitaire, de la rénovation effectuée : il y aurait des HLM. Le problème, c'est que les habitants d'aujourd'hui n'ont pas les moyens d'y habiter. Dans le 15<sup>e</sup>, la mobilisation du quartier avait permis d'obtenir un sursis jusqu'au printemps. Mais les habitants devaient être prévenus. En fait, en quelques minutes, tout a été vidé, sans que personne n'ait eu le temps de sauver ses affaires, ni prévoir une nouvelle mobilisation.

### Tours : encore deux mois sans installation d'eau !

Bientôt une semaine après l'effondrement du pont principal de Tours, le pont Wilson, vieux de deux siècles, l'eau n'a toujours pas été rétablie dans une partie de la ville ! Les habitants de cités HLM comme l'ensemble «Sanitas» (10 000 personnes) doivent aller se ravitailler en eau aux citernes municipales ! Jusqu'à minuit, c'est le va et vient, pour faire quelques provisions dans des seaux ! Et la municipalité conseille d'acheter de l'eau minérale !

Un certain nombre d'entreprises sont au chômage partiel. Seules les boulangeries sont ravitaillées régulièrement, pour que la ville ne manque pas, en plus, de pain !

Une conduite provisoire doit bientôt être utilisée, sur une passerelle proche du pont Wilson. Mais l'eau qu'elle donnera ne sera pas potable, et ne pourra monter au-delà du 2<sup>e</sup> étage ! Les habitants des grands immeubles n'y auront donc même pas droit... L'installation définitive ne sera pas mise en place avant deux mois !

### LA CIOTAT : UN MORT AUX CHANTIERS NAVALS

Mardi, à 15h30, un échafaudage s'effondrait sur 6 ouvriers, d'une hauteur de 25 mètres : un mort, trois blessés graves, deux blessés légers. Dans le même temps, les chantiers navals saisissaient le conseil des prud'hommes contre les ouvriers accusés d'insuffisance de rendement ! La direction syndicale CGT, face à la révolte des ouvriers, refuse, mercredi, que l'ensemble des gars se rende à la direction. Spontanément, les deux mille ouvriers quittent le travail. Les élections des délégués du personnel devaient avoir lieu jeudi...

### REPARATION NAVALE DE DUNKERQUE A LILLE

Une délégation importante des grévistes de la Réparation Navale de Dunkerque s'est rendue mercredi à Lille, où elle a été

## DE FREJUS EN FREJUS

Le Bureau politique du Parti Républicain se réunissait jeudi matin. Il devait enregistrer la passation de pouvoir de Soisson, devenu ministre des Sports, à Jacques Blanc. Mais Soisson conserve la vice-présidence.

Il lègue également ses consignes : «légitimiste» de la V<sup>e</sup> République, il entend que son parti agisse pour forcer le RPR à respecter les règles du jeu, présidentiel. Cela afin d'éviter que l'ambition, par trop criante, de Chirac, ne lance la droite dans une nouvelle querelle pour savoir qui sera candidat en 81 ! Mais ce n'est pas tout. Bien sûr, Soisson se félicite d'avoir réussi la lancée de l'UDF ; mais il ne faudrait pas qu'à peine sorti du marais des Ré-

publicains Indépendants, son pauvre PR se dissolve dans ce nouveau rassemblement... du moins pas tant qu'il ne sera pas sûr d'y régner en maître. Aussi Soisson envisage-t-il de régler, de manière très précise, les rapports entre les deux formations : l'UDF se manifestera au niveau des départements, mais c'est le PR qui aura pignon sur rue dans les circonscriptions. De la sorte, on ne risque pas de mauvaises surprises lors des futures élections.

Dans le même temps, le Parti Républicain va se

lancer dans un intense racolage de printemps, une opération qui s'appellera «le printemps de la France» — excusez du peu — et qui devrait aboutir à 200 000 adhérents. Le tout dans la ligne «Fréjus» à savoir «réformisme et ouverture». C'est sur ces problèmes que se penchera le prochain congrès, qui se tiendra à Fréjus. Si cette fois le chapiteau ne s'effondre pas sur la tête des congressistes, alors on pourra réellement parler, à propos du PR, de «changement dans la continuité».

## A la rescousse de Ségué

«La CGT défendra à Prague le droit de grève», titre à la une, le quotidien trotskiste *Rouge*. Selon ce journal, le projet de déclaration universelle que la CGT va proposer au prochain congrès de la FSM, à Prague «constitue un encouragement de fait à la résistance des travailleurs soviétiques, où la grève demeure interdite, et des autres pays dits de démocratie populaire». Mais où a-t-on vu que la direction de la CGT ait jamais pris la défense des ouvriers soviétiques ? Où a-t-on vu qu'elle soutienne les ouvriers qui tentent de constituer un syndicat en opposition

avec le système répressif des syndicats soviétiques officiels ? Où a-t-on vu que la V.O. ait cessé de publier des reportages idylliques sur la sinistre réalité des pays de l'Est ?

Que la direction CGT se trouve embarrassée de demeurer au sein de la FSM et envisage de s'en éloigner, à l'instar de la CGIL, c'est certain.

Mais c'est bien différent : c'est le signe que la direction CGT a de plus en plus de difficultés à faire accepter parmi ses adhérents et parmi les travailleurs ses liens et ses affinités avec les pays révisionnistes et leurs syndicats.

### Madame Torres remise en liberté

Les juges de la cour d'appel de Versailles n'auront pas eu besoin de plus de 5 minutes, mercredi, pour prendre la décision de libérer Madame Torres, condamnée une semaine plus tôt à un an de prison. Elle avait été arrêtée à l'audience, pour «non présentation d'enfants».

Depuis, les «enfants» en question, deux jeunes filles de 14 et 16 ans, avaient fait connaître partout que leur mère adoptive n'avait jamais refusé les visites de leur mère naturelle, mais que c'étaient elles qui refusaient de la voir, parce qu'elles craignaient d'être emmenées en Grèce, où elle réside, et que leur mère ne leur parlait qu'argent et héritage.

Il aura tout de même fallu que Madame Torres fasse la grève de la faim, pour que les juges acceptent de prendre d'abord en considération le point de vue des jeunes filles !

### Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom .....

Profession .....

Adresse .....

.....

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225.

75 924 Paris Cedex 19



## Restriction sur l'affichage

# UNE MESURE INQUIETANTE

« Dans le but d'améliorer le cadre de vie, le gouvernement a annoncé, à l'issue du Conseil des ministres, un projet de loi visant à réglementer strictement le droit d'affichage. S'il s'agissait uniquement d'empêcher l'enlaidissement des sites par la prolifération anarchique de publicités débilées, il n'y aurait rien à dire. Mais il s'agit de bien autre chose.

Une confusion est instaurée entre tous les types d'affichage. Selon les termes du communiqué du Conseil, le projet concerne « toutes les affiches et enseignes, quels que soient leur support, la nature et les auteurs des informations ou du message transmis », donc aussi les affiches à caractère politique ou syndical. Il est prévu d'interdire toute publicité sur les monuments, dans certains sites, et en règle générale, en dehors des agglomérations.

À l'intérieur des agglomérations, de nouvelles

règles seront fixées, « selon un régime plus restrictif que le régime de droit commun actuel ». Dans les communes de plus de 2 000 habitants, les municipalités devront installer des panneaux réservés à « l'affichage d'opinion » qui sera libre et gratuit.

La conséquence est claire : les partis politiques qui en ont les moyens pourront continuer de s'offrir de grands placards publicitaires, dans le genre de ceux qu'on a vu fleurir ces derniers temps, annonçant que la majorité aurait la majorité, ou que la victoire

viendrait en votant. Ceux qui n'ont pas de capitaux se verraient limiter le droit d'affichage à quelques lieux bien délimités. Cette mesure s'accompagne de menaces contre ceux qui voudraient déborder le cadre établi : il est prévu des amendes « proportionnelles au nombre d'affiches et d'installations publicitaires en infraction, ainsi qu'au nombre de jours pendant lesquels la publicité aura été faite ». D'Ornano, commentant ce projet, expliquait qu'il voulait rendre possibles des poursuites judiciaires contre les organisations signataires d'affiches illégalement apposées. Cela constituerait une aggravation de la législation actuelle, qui ne permet de poursuite en cette matière que contre les individus.

Ainsi, la bourgeoisie se donne de nouveaux

moyens pour entraver la liberté d'expression des révolutionnaires. Des tentatives dans ce sens avaient déjà eu lieu au moment des élections, comme la lettre de menaces qu'avait envoyé Chirac aux candidats de Paris.

Parallèlement à ces mesures de restriction des libertés, le gouvernement n'a rien voulu dire sur les problèmes économiques et sociaux. Barre a bien fait un exposé sur ces questions au Conseil, mais le contenu n'en a pas été rendu public. Les quelques « mesures sociales » prévues ne pourront pas masquer la réalité des plans programmés à l'avance : restructuration entraînant des licenciements massifs, relance de la hausse des prix. C'est cette réalité que Barre tient à masquer.

# «OUVERTURE SOCIALE» ET PLANS DU PATRONAT

Passé le temps des élections, on nous ressort les vieilles rengaines, et France-Inter donne la parole à Ceyrac ; ne nous y trompons pas, le PDG des patrons est lui aussi pour « l'ouverture » et le « dialogue » avec les syndicats, pourvu que ceux-ci sachent se montrer raisonnables !

Ceyrac est tout particulièrement plein de sollicitude en ce qui concerne la

durée du travail : « C'est évident, la loi des quarante heures hebdomadaires, qui a été votée en 36, est totalement dépassée, elle ne correspond plus aux besoins ». Alors, monsieur Ceyrac, êtes-vous pour une diminution du temps de travail, pour une 5<sup>e</sup> semaine de congés payés ? « Si c'est pour prendre la situation telle qu'elle est, et pour lui ajouter une 5<sup>e</sup> semaine de congés, il n'en

est pas question ». Pour Ceyrac, cela ne correspond absolument pas aux besoins de l'économie et des entreprises, ni même, voyez-vous, « aux aspirations des salariés » qui « veulent plus de souplesse dans l'organisation du travail ». Ceyrac parlant au nom des salariés, on aura tout entendu ! Toute cette démagogie pour ressortir des fonds de tiroir une vieille proposition qui, sous le nom de « travail à la carte » a déjà été repoussée par les travailleurs, parce qu'elle n'était qu'une forme de chômage déguisé.

Ceyrac s'est bien gardé de parler des répercussions possibles de cette plus grande « souplesse » sur les salaires : les tentatives répétées pour imposer le travail à la carte comprennent toutes des diminutions considérables des rémunérations, dissimulées sous les belles appellations de « nouvelle croissance » et en venir à « une vision annuelle du temps de travail » « 1920 heures par an, cela fait un « capital-travail » que l'on pourrait gérer au mieux pour bénéficier d'un meilleur capital-travail ». Interview au *Républicain Lorrain*.

De la même manière, Ceyrac n'entend pas négocier une hausse du SMIC, mais une « garantie annuelle des ressources », formule vague à souhait qui doit lui permettre de manipuler à plaisir indices et chiffres. Cela, bien sûr, à la condition que Barre reconduise le « pacte national pour l'emploi », c'est-à-dire le

contrat à la faveur duquel la bourgeoisie dissimule le chômage des jeunes tout en ne payant pas de charges sociales. Une bonne opération calculée par M. Ceyrac. Les travailleurs sauront y faire obstacle !

## Emission d'Anne Gaillard à France-Inter sur la police

# DES TEMOIGNAGES ACCUSATEURS !

L'émission d'Anne Gaillard mercredi sur France-Inter était consacrée à un sujet brûlant : « Les Français et la police ». Bizarrement, un invité seulement pour la circonstance, mais de taille, Pandraud directeur général de la police nationale. Le premier appel donne le ton : séquestration une après-midi entière dans un commissariat parisien pour défaut de papiers. Ceux-ci ne sont pourtant pas obligatoires. Pandraud devra en convenir. Deuxième appel, un petit commerçant qui a littéralement vu sa maison assiégée, sa femme habillée par les gendarmes et qui a dû rester une journée entière à la gendarmerie. Il dit que ça lui rappelle la gestapo. Dans son village, depuis, il est discrédité. Quand il demande des comptes au capitaine, il reçoit, pour toute réponse une bordée d'injures ! Troisième appel une mère qui raconte les

brutalités dont a été victime son fils de la part de trois « civils », parce qu'il courait, seul, le soir à minuit en rentrant du cinéma. Le quatrième appel sera celui d'un policier à la retraite qui regrette qu'on « plaigne les voyous » et qu'on oublie « les conditions difficiles dans lesquelles la police exerce son métier ». Appel suivant : un étranger fouillé en public au métro St-Michel et tellement traumatisé par le comportement policier qu'il en perdra la parole pendant un moment... A toutes ces accusations, Pandraud n'a qu'une réponse : « Il faut comprendre ». Tantôt il évoque les difficiles conditions de travail, tantôt le manque d'effectifs mais toujours il « couvre ». Il félicite le gouvernement pour les 500 flics supplémentaires chargés de la surveillance de la banlieue parisienne depuis le 1<sup>er</sup> mars. Alors que tout le monde l'a oublié, il se

fait même le propagandiste du programme de Blois et des moyens qu'il se propose de consacrer à la police. A chaque appel, Pandraud prend la défense de ses comparses. Cela confirme de la plus belle manière qui soit que les violences policières ne sont pas des « bavures » mais font partie intégrante du métier de flic.

Le directeur général de la police s'est trouvé bien aidé, il est vrai, par Anne Gaillard, qui, pour l'essentiel, s'est montrée fort complaisante puisqu'elle alla jusqu'à suggérer qu'on mette un flic dans les autobus le soir. Et pourquoi pas à côté de son micro ? N'empêche, malgré elle, le point de vue des masses sur la police aura pu s'exprimer et ce point de vue contraste singulièrement avec les sondages d'opinion et les commentaires quotidiens de cette même radio.

## Rennes

## Halte aux menaces et aux attentats fascistes !

## Rassemblement

devant le local plastiqué  
vendredi 14 avril à 18 h  
Place Sainte-Anne sur les lieux de l'attentat  
A l'appel de :  
HR, PCLMF, PCR ml, OCF ml, JCMLF,  
comités antifascistes, UOPDP, CCA, MAS,  
LCR, PSU.

## Communiqué des sections de Rennes du PCRml et du PCMLF

Rennes, le 11 avril 1978.

Suite à l'attentat qui a détruit le dépôt de l'Association Culture et Diffusion, situé au 4, Contour Saint Aubin, près de la place Sainte-Anne à Rennes, les sections de Rennes du PCRml et du PCMLF protestent vigoureusement contre cette action qui s'est déroulée à 100 m d'un commissariat de police et qui vise une association de diffusion du Livre progressiste et marxiste, et notamment des revues et publications en langue française de la République populaire de Chine.

Il ne s'agit absolument pas du siège du PCMLF. Cependant, cette version accréditée par la police montre bien que les marxistes-léninistes étaient visés par cet attentat.

Un tel attentat prend place dans le climat actuel de répression et d'intimidation du mouvement populaire :

- agression récente par un groupuscule fasciste contre un café.
- agression des diffuseurs aux portes de Citroën par la CFT-CSL.
- répression violente de manifestants anti-marée noire à Brest.
- procès de Shell contre l'Union fédérale des consommateurs, etc.

Nos deux partis s'associent pleinement et soutiennent les initiatives de riposte des travailleurs unis pour défendre leurs droits fondamentaux et d'expression, de réunion et d'association et contre la violence d'un Etat bourgeois.

L'«ouverture sociale du patronat» : une condition, c'est que les syndicats se montrent aussi raisonnables que Bergeron !





# abonnez-vous

# abonnez vos amis



## LA CARTE D'ABONNE AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

### A un abonnement à :

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCR ml.
- Pékin Information.
- La Chine en construction.
- Réception du Manifeste pour le Socialisme.

### et à un livre ou un disque au choix :

Le tome V de Mao Tsé-toung.

Ou parmi les livres :

- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un communard (Paule Lejeune)
- + La Commune en bandes dessinées
- Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
- Ma plume au service du prolétariat (Haoran)
- Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu, CFDT, CGT, FEN)
- La Commune de Paris (Lissagaray)
- La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)
- L'usine de la peur (Daniel Bouvet)
- Salaire aux pièces
- L'électro-nucléaire. (CFDT)
- Nucléaire, danger immédiat.
- Les écoles rurales, quel avenir ?

Parmi les disques :

- Kan Bale lu poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons.
- Viva la Vida, Carlos Andreou.
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline.
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC.
- Au choix, disques chiliens : Checca  Chile  Resistencia
- Naussac
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants.
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

## Sur présentation de la carte «abonné-ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

Nom (en capitales).....

Prénom.....

Ville.....

Date : .....

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : - en une fois  - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix. Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages.

## POLITIQUE

### Réunion des cellules d'entreprise du PCF

## LES SILENCES DE L'HUMANITE

● Le PCF avait convoqué le week-end dernier une réunion de ses 43 cellules d'entreprise directement rattachées au Comité central. Si l'on en croit la relation qu'en fait *L'Humanité*, on serait tenté de croire que personne n'y a remis en cause la ligne suivie par le PCF dans la dernière période.

Cette réunion est une première mesure de la direction du PCF pour accréditer l'idée du «débat démocratique» qui se mène dans ses rangs et dont la direction, comme chacun sait, se félicite officiellement. L'article part du préalable comme quoi il n'y aurait pas de contestation sur les responsabilités de l'échec de la gauche : «Nous ne portons pas la responsabilité de l'échec de la gauche. L'employé du Crédit Lyonnais raconte la mobilisation des 100 communistes de

son agence. Le métallo de l'Alstom de Belfort, celui de Berliet, l'ouvrier textile de Rhône-Poulenc évoquent le travail de fourmi des cellules de leur entreprise». Curieux raccourci dans le raisonnement : on met en avant la quantité de la propagande révisionniste ; personne n'a donc contesté son contenu ?

Et c'est bien sur ce point que *L'Humanité* est étrangement discrète. On aurait aimé savoir quel bilan les militants du PCF

tirent de l'accueil de leur propagande parmi les travailleurs. L'analyse des résultats électoraux montre en effet que le PCF est en recul précisément dans un certain nombre de ses fiefs traditionnels, correspondant à de fortes concentrations ouvrières. La démagogie sur le parti des pauvres n'aurait donc pas porté tous les fruits escomptés, ce que reconnaît en partie l'article. N'y aurait-il pas plutôt une méfiance et une prise de conscience du projet politique propre du PCF ? L'article pose la question : «Pourquoi les pauvres n'ont-ils pas compris qu'on pouvait faire payer les riches ?» s'interroge le PCF, sans trouver de réponse. Peut-être parce que certains de ces «pauvres»

ont commencé à prendre conscience du fait que l'objectif du PCF consistait en autre chose qu'à faire payer les riches.

Comme il est habituel, le PCF met sur le compte de la droite les idées des travailleurs qui n'acceptent pas sont projet, évoquant dans certaines entreprises «le pillage du patron, mais aussi de l'AOP (cellule RPR) et du PS».

Une manière indirecte de reconnaître les difficultés du PCF à faire passer ses idées. Autant d'éléments qui permettent d'émettre des doutes sur l'affirmation selon laquelle : «Le courant d'adhésions au PCF a repris rapidement».

François NOLET

### Le PCF et l'extrême gauche

## LES FAVEURS VONT A KRIVINE

● «L'ouverture à l'extrême gauche» qui avait été amorcée par le PCF avant les élections, reprend aujourd'hui dans sa presse. En même temps que *L'Humanité* prétend s'intéresser aux luttes nouvelles de la dernière période, *France Nouvelle*, cette semaine, se tourne plus particulièrement vers les organisations.

L'intérêt, David Séphiha, auteur de l'article, le définit lui-même : «Dix ans après mai 68, avec un million de voix, l'extrême gauche existe», souligne-t-il. Ceci pour les périodes électorales. Mais, dans les mois à venir, alors qu'aucune ne se présente à brève échéance, ajoutons que les risques de perte de contrôle du PCF sur la classe ouvrière pourraient aussi se multiplier à l'occasion des luttes (alors, mieux vaut prévenir que guérir).

En effet, l'inquiétude provient, pour *France Nouvelle*, des «travailleurs manuels et intellectuels, des jeunes et des femmes qui ne se sont pas reconnus ailleurs». Et plus encore que de gens «déçus par la division de la gauche», le rédacteur est bien contraint de les voir «motivés par des revendications, des aspirations, des luttes, que les partis de gauche n'avaient pas su — ou trop tard — intégrer».

Moyens envisagés, pour faire face à cette difficulté, du côté de Marchais ? Outre le discours nouveau sur ces «aspirations», il y a les clins d'œil lancés à «l'extrême gauche». En la matière, le PCF sait d'ailleurs être sélectif.

D'une part, sont rejetés sans appel et calomniés «les divers groupes maoïstes, que leur anti-communisme exacerbé a conduit à l'abstention, voire même au vote à droite».

Il y a ensuite, Arlette Laguiller, accusée d'avoir «dénoncé le PC», de l'avoir «renvoyé dos à dos avec le PS» : peu de considération semble-t-il, aussi pour elle, malgré un soutien entre les deux tours.

Mais, avec la LCR, les choses deviennent différentes : «Dans le courrier du journal Rouge, on a pu lire des lettres de militants et de sympathisants s'étonnant de la «neutralité» de la LCR, et exigeant qu'elle appuie le PCF». Pour l'instant, il s'agit encore du rappel des propositions lancées avant les élections : «De notre politique, vous avez discuté, vous discutez et vous discuterez. C'est normal, et nous sommes prêts, demain comme hier, au débat. Mais en mars, pouvez-vous rester à l'écart ? L'intérêt, c'est que, cette fois, les élections passées, «la question reste posée : renforcer dans ce pays le courant révolutionnaire», voilà à quoi Krivine est

invité. Certes, il ne s'agit pas pour l'instant d'une proposition de rencontre, dont il n'est d'ailleurs pas sûr qu'elle soit faite demain. Un pas est fait, cependant, dans la reconnaissance continue d'un certain statut à la LCR, de la part du PCF, après les gestes dans ce sens que représentaient déjà le

compte rendu sans commentaire de ses prises de positions, dans *L'Humanité*, avant le 12 mars, et la participation d'un certain nombre de ses représentants à ses tribunes de meetings, aux côtés des candidats de gauche, entre les deux tours.

Jean LERMET

### Fajon radote

Fajon prend péniblement la plume dans *L'Humanité* pour expliquer ce qu'on savait déjà, à savoir que le PCF a bien pour objectif l'Union de la gauche. C'est la litanie habituelle pour rappeler que le PCF a longtemps été le seul à prôner l'Union de la gauche, et qu'il est donc malvenu de lui reprocher d'avoir voulu la faire échouer. Si le PCF s'est cru obligé de faire défendre ces thèses par Fajon, c'est évidemment pour couper court à tout ce qui peut se dire aujourd'hui tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du PCF sur l'existence d'une ligne Fajon qui se caractériserait par son sectarisme vis-à-vis des socialistes, et l'aurait emporté dans les six derniers mois.

### Pour un fauteuil vide

Grande bataille chez les radicaux de gauche, après l'annonce de la démission de Fabre de la présidence : Crépeau, maire de la Rochelle, a annoncé sa candidature. On attend celle de Maroselli contre lui. Un certain Bracque, secrétaire national, souhaite maintenant que le pharmacien remette ça. En attendant l'historique empoignade du congrès, Crépeau a parlé à la télévision : il n'est plus question pour lui, paraît-il, de rejoindre le PS, comme il en avait publiquement manifesté l'intention voici quelques temps. C'est que, chez les MRG, on voit déjà l'horizon 1981 : les 2 % de voix qu'ils rassembleront seront, paraît-il, décisives pour l'élection du président de la République. Alors Crépeau à l'Élysée ?



# LA DIRECTION DE LA CGT PERSISTE

**«Malgré les apparences, l'accord du 13 mars était un bon accord»**

• Dans *La Vie Ouvrière* de cette semaine, trois pages complètes, avec de grands tableaux, sur l'accord du 13 mars, et la position de la CGT ! Pourquoi donc, un mois après, tant de détails et d'arguments, d'autant plus qu'on n'avait pas eu droit à tant d'explications à l'époque. Bien sûr, précise l'article, vu la date de parution de la VO, c'était difficile d'en parler avant le deuxième tour. Quand même, ce n'est pas un argument !

Le problème, c'est que ce fameux accord, que la plupart des travailleurs ont aussitôt ressenti comme un accord-bidon, suscite encore beaucoup d'interrogations et de méfiance par rapport à des partis qui se sont injuriés pendant des mois pour se mettre d'accord en quelques heures, sans que le fond de leur querelle n'ait été le moins du monde réglé. Plus d'un travailleur a fait la réflexion : «On nous a dit : votez pour nous, on s'arrangera ensuite». Par cet accord, le PCF a dévoilé clairement son profond mépris pour les travailleurs. Mais pour la CGT qui l'a soutenu, il s'agit une fois de plus de se justifier, et de démontrer l'indémontrable : que c'est un bon accord, qu'il contenait des décisions importantes, qu'il ne pouvait pas être signé plus tôt, bref, qu'elle a eu bien raison de soutenir le PC

dans sa bataille contre le PS. D'ailleurs, le tableau explicatif se présente sur trois colonnes : l'accord du 13 mars, les positions du Parti socialiste avant le 13 mars, et les propositions de la CGT. Pour autant, les explications ne sont guère convaincantes !

On s'en souvient, toute la campagne d'appui au PCF menée par la direction CGT a été de marteler la question des moyens mis en œuvre par un gouvernement de gauche pour satisfaire les revendications. Cela, surtout à partir du moment où le PS a finalement plus ou moins accepté le SMIC à 2 400 F. Alors, comment justifier qu'on ait trouvé cet accord positif, quand il ne dit rien, précisément, sur les moyens ? «Demeure le problème des moyens. Il est vrai que le texte du 13 mars garde le silence sur les questions économi-

ques, que les partis de gauche sont parvenus à un accord sur le seul «contenu social et politique», comme le note la CGT, mais pas sur le problème des moyens dont devait disposer un gouvernement de gauche pour mener à bien sa tâche. C'est de toute évidence une lacune sérieuse».

Malgré tout, ça ne semble pas un vrai problème, puisque l'accord précisait qu'il devait y avoir une «négociation visant à mettre au point le programme qui deviendra le contrat de législature» et surtout parce que «les mesures sociales dont l'accord du 13 mars prévoyait l'application immédiate créaient une situation nouvelle, elles plaçaient l'éventuel gouvernement de la gauche devant la nécessité de dégager tout de suite des crédits pour les financer...». On démontre ainsi le contraire de ce qu'on voulait démontrer ! Car, si l'on suit le raisonnement, à partir du moment où on s'engage à faire des réformes, on s'engage de fait à trouver les moyens de les financer ! A quoi ont donc servi les semaines de pression sur la question des

moyens ? C'est ce qu'on peut se demander, après lecture de ce savant dossier.

Bien sûr, la démonstration se termine sur les précautions d'usage : «On ne peut se passer ici d'un vaste débat national, il est indispensable. La CGT contribuera de toutes ses forces à le développer. Elle y participera, ayant en tête uniquement son langage à elle, son style propre, son approche spécifique des problèmes. C'est tout le sens de l'action qu'elle mène depuis si longtemps qui est en cause». Précaution d'usage, une fois de plus, c'est une défense en règle de la ligne suivie par le PCF, une justification laborieuse d'une tactique qui a fait faillite. Et c'est bien là-dessus que s'interrogent les nombreux militants qui, à Berliet, à la CAF, à la Sécurité Sociale et ailleurs, ont donné leur démission de la CGT. C'est bien aussi cette question que posent les nombreux reculs de la CGT, aux récentes élections professionnelles. Et ce n'est pas avec ce genre de réponse que la direction CGT convaincra grand monde !

Monique CHERAN

Après la grève à Caro (Paris 12<sup>e</sup>)

## LICENCIEMENT DE 11 TRAVAILLEURS SYNDIQUÉS

• Les employés de l'entreprise de microfilms et de microfiches Caro BRM, dans le 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris, appelaient mercredi à une manifestation pour soutenir ceux d'entre eux qui viennent d'être licenciés suite à la grève menée dernièrement.

Le service micrographie de la BNP est assuré essentiellement par deux entreprises de sous-traitance d'une centaine de personnes chacune, Mikros et CARO. Pour la plupart des employés de la BNP, ce sont des inconnus ; pour les mieux renseignés, ce sont des sous-traitants, bref ce n'est pas la BNP. Pourtant...

CARO, c'est 100 employés disséminés en cinq centres sur la France. Trois secteurs y sont traités : le microfilm, l'informatique, la photographie industrielle.

CARO assure avec Mikros le microfilmage des documents d'archives de la BNP.

En fait, le patron réel, c'est la BNP, elle-même... ce qui permet aux patrons de Mikros et de CARO de faire des pressions du type : «Si vous continuez votre grève, la BNP ne nous donnera plus de travail».

CARO et Mikros ne sont pas des cas isolés : la création d'entreprises de sous-traitance, c'est ce qui permet à un gros patron (groupes nationalisés, administration, grandes entreprises privées) de payer beaucoup moins cher un produit ou un service donné, ce qui entraîne pour le personnel de l'entreprise sous-traitante :

- très forte rotation du personnel (sur 20 employés d'un service de CARO, 2 seulement ont plus d'un an d'ancienneté),
- conditions de travail très pénibles (3x8, travail en sous-sol dans les vapeurs d'ammoniac),
- salaires dérisoires (entre 2 000 et 2 100 F sur 12 mois pour les opérateurs).

Cette grève avait permis d'obtenir les 2 300 F pour tous les opérateurs, un demi-mois de salaire supplémentaire pour la fin 78, un mois de salaire supplémentaire pour la fin 79. Un résultat assez largement positif donc que la direction n'a pu accepter. Elle a licencié 10 opérateurs sur 15, qui avaient eu à ses yeux, le tort de créer avant le mouvement, une section syndicale CFDT.

C'est finalement 11 opérateurs qui ont été licenciés, le dernier d'entre eux n'étant ni plus ni moins que celui qui avait signé avec la direction le protocole d'accord ! Les 11 opérateurs sont accusés d'avoir commis une «faute grave» comme «absence d'une heure» pour certains, «manque de productivité» ou «sabotage de micro films» pour d'autres. Le but est bien évidemment pour la direction, de casser la section syndicale CFDT mais aussi le protocole d'accord victorieux. En effet, il concerne uniquement les opérateurs : 11 d'entre eux sont licenciés et la direction cherche

actuellement à licencier les quatre restants. Plus d'opérateurs, l'accord de fin de grève deviendrait donc caduc ! D'ailleurs, la direction remplace actuellement les opérateurs licenciés par de nouveaux employés qui sont payés 1 850 F le premier mois et 2 150 F après. On voit tout de suite le bénéfice réalisé !

Mercredi, une centaine de travailleurs du quartier, d'employés de CARO, en compagnie de licenciés, ont manifesté leur colère dans la cour de la société aux cris de : «Travailleurs, licenciés ou non, solidarité». «Nous voulons, nous aurons satisfaction». «Non non, non aux licenciements, réintégrez nos camarades». Alors qu'un million de centimes ont déjà été recueillis, la collecte faite mercredi dans la rue, a permis en une heure de recueillir 800 F.

On peut soutenir les «licenciés» en leur envoyant un chèque libellé à l'ordre du BÉTOR PUB/RP 49 rue d'Hauteville, 75010 Paris. Indiquez la mention «Solidarité à CARO».

Après la journée nationale d'action des hospitaliers

## COMMENT POURSUIVRE LE MOUVEMENT ?

Mardi dernier, journée nationale d'action des hospitaliers, près d'un millier de personnes avaient défilé près du ministère de la Santé : délégations d'hôpitaux du centre de la France, Orléans, Vendôme, Blois, Romorantin, etc, et de la région parisienne. D'importants mouvements de grève ont eu lieu également dans les hôpitaux en province, à Rennes, Lyon, Fougères, ainsi qu'à Toulouse, qui n'était pas encore en lutte et qui vient de déposer un préavis de grève pour lundi.

Plusieurs manifestations ont également eu lieu, dont une particulièrement importante à Brest, tandis qu'un peu partout se tenaient des assemblées générales pour discuter des revendications et voir comment étendre le mouvement (cf. corr. de Caen).

Les négociations sont, elles, toujours au point mort, le chef de cabinet de Simone Veil ayant opposé une fin de non recevoir aux délégations d'hospitaliers dont certains sont en grève depuis 2 mois.

A Romorantin, Blois, Fleury-les-Aubrais, Orléans la grève a d'ores et déjà été reconduite jusqu'à vendredi où d'importantes assemblées générales doivent se tenir pour faire le point sur le mouvement et envisager de nouvelles formes d'action, car apparaît de plus en plus la nécessité de constituer un rapport de force au niveau national, de développer les contacts et la solidarité malgré le frein des directions syndicales qui a été vigoureusement dénoncé à la manifestation mardi à Paris.

A l'hôpital de Caen

## LA MOBILISATION CONTINUE

Mardi, la CGT et la CFDT tenaient unitairement une A.G., une centaine d'hospitaliers étaient présents. Fait significatif, de nombreux services étaient représentés. Le débat s'engagea sur les luttes qui ont lieu dans les hôpitaux ; Rouen, Le Havre, Orléans. Tous les hôpitaux luttent comme nous pour les 13 heures, un week-end sur 2, 2 500 F par mois, 35 heures par semaine, titularisation immédiate, et aussi pour le droit d'expression et de réunion dans les services. Les syndicats montrèrent en quoi on avait une situation favorable pour mener la lutte car il se dessine un rapport de force dans les hôpitaux, déjà la CGT et la CFDT ont contacté les sections syndicales des hô-

pitaux en grève. De nombreuses propositions intéressantes furent faites : réunion du personnel entre les services sur les problèmes d'équipe, une A.G. vendredi 14 avril et on a commencé à envisager comment démarrer la grève et la constitution d'un comité de grève.

De nombreux syndicalistes et travailleurs s'interrogent pour la poursuite du mouvement : que vont faire les fédérations qui jusqu'ici n'ont pratiquement rien fait pour nous coordonner, et l'initiative que nous avons prise de contacter à la base les autres hôpitaux sera-t-elle efficace ?

Correspondant hospitaliers Caen

téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76





## LUTTES OUVRIERES

## Caisse d'Allocations Familiales

## LES DIRECTIONS SYNDICALES EN ACCUSATION

● La grève des employés de la C.A.F. (Caisse d'Allocations Familiales) de la rue Viala à Paris s'est terminée la semaine dernière. Certes, les «nouvelles formes de lutte» décidées par les grévistes ne seront sûrement pas synonymes de cette inaction qui se cache bien souvent derrière cette expression, quand elle est employée par les dirigeants PCF dans

la CGT. La décision d'entamer une grève du zèle et un arrêt de travail de 24 heures hebdomadaires — pour peu que ces initiatives soient organisées — peuvent prendre forme et sont effectivement les moyens les plus adaptés pour rallier à un mouvement minimum les non grévistes. Le problème est que la semaine dernière, ils étaient

passés à 80 % du personnel. La grève du zèle constitue un recul par rapport à la forme de lutte précédente qui a abouti elle-même à un échec du point de vue revendicatif. Alors, comment en est-on arrivé là ? Un certain nombre de grévistes ont commencé, en fin de semaine dernière, à apporter quelques réponses à chaud.

Il fallait d'abord examiner une question qui fut au centre du mouvement : «Notre grève a été catégorielle. N'est-ce pas une des raisons de son échec ?»

Effectivement, du début jusqu'à la fin, le mouvement de la CAF a été catégoriel, la revendication à son origine n'a jamais concerné qu'environ 1 500 employés.

## LE PRÉTEXTE DU CORPORATISME

«L'illusion a existé chez beaucoup», nous dit un militant CFDT, «qu'une seule catégorie en grève suffirait à paralyser le centre». Ce qui s'est avéré faux, puisque la direction a pu — sans toutefois annuler l'énorme retard accumulé, faire effectuer une partie des travaux à l'extérieur. Tel qu'il était, le mouvement ne pouvait raisonnablement paralyser le centre qu'en se prolongeant encore au moins un mois, ce qui était bien sûr impossible, vu les difficultés financières. Mais le problème n'est pas tant que la grève n'ait concerné qu'une catégorie au départ. Il est surtout qu'il n'ait pas été étendu à l'ensemble des employés du centre et même plus largement, ce qui était le seul moyen susceptible de briser la volonté politique du pouvoir de ne pas céder.

Pour nombre de travailleurs tant CFDT que CGT, le réflexe corporatiste, bien réel à la CAF, a pu empêcher cette extension, mais un moment seulement. Car les choses ont



finalement évolué sensiblement, à tel point que bien avant la semaine dernière, les grévistes avaient refusé la proposition de la direction de concéder le niveau 6 à 800 d'entre eux seulement. A cette «offre» pourtant tentante, unanimes, ils ont préféré rejeter la manœuvre de division. On était donc loin d'un réflexe corporatiste, alors que pourtant, la lassitude pouvait tout à fait contribuer à le faire renaître !

A vrai dire, ce réflexe, que l'on avait vu à l'œuvre

au début, par exemple quand les propositions de revendications unifiantes de la CFDT ont été copieusement sifflées, existait beaucoup moins au bout de quelques semaines, puisque les «siffleurs» eux-mêmes iront ensuite trouver la CFDT pour l'approuver !

Il reste que pendant tout un temps, les grévistes ont préféré limiter le mouvement à leur catégorie. Mais il faut en rechercher la cause bien ailleurs : «A mon avis, affirmait un travailleur CFDT, pour la CAF, il y a une explication importante ; depuis deux ans, les confédérations tiennent deux langages : d'un côté, elles disent «on ne peut obtenir nos revendications que si on lutte ensemble», mais mis à part les journées d'action sans lendemain, il n'y a rien eu, à cause des élections. Alors ici, on ne croit plus les organisations syndicales quand elles parlent de luttes d'ensemble ; on a eu pendant des années, à la Sécurité sociale, des grèves nationales qui ont servi de prétexte à démobiliser. Alors, les employés se rabattent sur la grève catégorielle, c'est plus sûr, c'est plus concret.»

Cette exigence de savoir où l'on va se comprend aisément à la CAF quand on sait que les employés ont fait l'expérience de deux «mouvements» d'ensemble en cinq ans ; à la façon des directions syndicales, c'est-à-dire sans débouché !

## UN MOUVEMENT CONSTAMMENT ISOLÉ

Mais à vrai dire, refusant de prendre en compte l'aspiration à une véritable coordination, les fédérations, tant CFDT que CGT, n'ont pas changé de tactique durant le mouvement !

Pas d'extension du mouvement en province : comme le demandait un travailleur du quartier, «est-ce que les syndicats se sont donnés tous les moyens pour cette extension ?» A ces questions, les travailleurs répondent presque unanimement par un violent réquisitoire contre les directions syndicales : «Les délégués de service, fait remarquer un délégué CFDT, avaient fait le lien avec la province dès le début février, mais on n'a pas vu une grande volonté d'étendre le mouvement tant au niveau régional que national ; pourtant, plusieurs caisses avaient débrayé à Montpellier, Marseille... Je sais qu'on a eu des contacts directs avec les Caisses alors qu'il y a des structures syndicales qui devraient être faites pour ça. Au niveau de l'information aussi, la fédération CFDT a fait son premier article le 6 mars, dans son bulletin aux adhérents ; il faut poser le problème très sérieusement.»

«Pour compléter cela, ajoutait un syndiqué CFDT, il faut signaler que des grévistes sont allés en week-end dans certains coins et ont vu qu'au bout

de trois semaines, des gens n'étaient pas au courant. Nous étions en pleine période électorale. Les luttes étaient sûrement malvenues en cette période... Sur l'Inform-express CFDT, il y a eu quelques lignes... Deux pages aujourd'hui, mais nous reprenons.»

C'est donc bien souvent les militants de base eux-mêmes qui durent — sans moyens donc avec difficulté — compter sur leurs propres forces pour contacter un tant soit peu leurs camarades de la province. Des militants CGT sont partis du syndicat, mais aussi des responsables telle cette déléguée CGT, qui vient de quitter son organisation, après qu'un dirigeant, incapable de venir à bout de sa volonté de lutte, lui ait tenu des propos racistes ! «On a envoyé, signale t-elle, plusieurs lettres à des syndicats en province. Il n'a eu aucune réponse. On a eu peu de nouvelles sur les autres grèves ; quand on demandait aux fédérations, on nous répondait : «Peut-être, peut-être...» Quel est donc le rôle des fédérations ?»

La coordination des luttes est une chose dont parlera aussi un travailleur CGT de la mutuelle PTT : «On a fait grève aussi 11 jours, la première quinzaine de février. On parle de manque de coordination, c'est flagrant, puisqu'on était en grève en même temps, rien n'a été fait alors qu'en plus on travaillait aussi pour la sécurité

sociale. Notre grève (avec comme revendication initiale, un échelon supérieur pour les contrôleurs) s'est étendue à toutes les catégories avec la revendication : «Passage à la catégorie supérieure pour tous, sans examen». C'était une revendication unifiante, donc positive. Mais au delà, la grève manquait de perspectives et on avait l'impression qu'en dehors de dire «On tient, on tient» il n'y avait pas d'autres perspectives que d'être en grève et d'attendre que la direction cède ; on s'est aperçu que ça ne suffisait pas. C'est tout le problème : comment se coordonner ?»

Le ton dur des directions syndicales, les affirmations du genre «seule la détermination est suffisante pour vaincre» autant de façons de faire l'impasse sur les perspectives nécessaires, et que l'on a aussi retrouvé à la CAF : «Nous aussi on a vécu cela, on a attendu durant deux mois, les conseils d'administration.» Répondant à ces accusations, la secrétaire de la section CGT affirmera qu'il y a eu coordination ! «C'est un peu facile de dire que les organisations syndicales n'ont pas fait ce qu'il fallait ! On peut toujours faire mieux !». Et ce citer la grève de trois jours lancée par la CGT un peu avant la grève de deux mois. Un fiasco, cette grève ? Ce serait dû au manque de combativité des employés !

«En fait, remarquait justement un délégué CFDT, il y avait un potentiel de combativité, sinon on n'aurait pas tenu 66 jours ! La journée d'action dont parle la CGT a regroupé peu de monde, mais quelques jours après, les employés partaient pour deux mois. Ce qui prouve bien que les journées d'action ne sont pas révélatrices de la combativité.»

Le refus de se laisser entraîner, avant les élections, dans des journées démobilisatrices et récupératrices, la méfiance envers la tactique des directions syndicales, la volonté de diriger eux-mêmes leur lutte : on pouvait déjà voir cela dans le démarrage même de la lutte car, comme le faisait remarquer une militante CGT : «Elle est intervenue en pleine période électorale, ce qui prouve bien que les travailleurs ne comptaient pas sur les élections mais sur eux-mêmes.»

Reste à tirer la seconde partie du bilan, tout aussi importante : que faire maintenant ?

Richard FEUILLET

## Toulouse : menaces sur 1 000 emplois

A l'ABG Semca, sous-traitant de l'industrie aéronautique, la direction a annoncé au dernier comité d'entreprise qui s'est tenu le 21 mars, une série de mesures dont l'annonce officielle pourrait avoir lieu le 26 avril : menaces de suppression de 450 emplois, chômage technique, modification de l'échelle mobile des salaires, suppression de certains secteurs de fabrication et... du 13<sup>e</sup> mois. Les syndicats dénoncent ces mesures qui portent atteinte aux droits et aux avantages acquis des travailleurs alors que les carnets de commande sont remplis et que l'affaire est rentable. La direction particulièrement répressive de cette entreprise avait

été une des premières à faire appel à des médecins-flics, genre Sécurex.

A l'APC (Azote et Produits Chimiques), le processus de démantèlement de l'entreprise semble encore plus avancé : certains ateliers ont d'ores et déjà été abandonnés et fermés, il y a eu compression du personnel des services administratifs et du secteur recherche. Depuis longtemps les postes vacants ne sont plus remplacés et la direction vient de proposer 450 licenciements ainsi que la mise à la retraite d'office du personnel âgé de plus de 56 ans.

Enfin, à Inova, usine d'habillement, il vient d'y avoir près de 40 licenciements.



## MARÉE NOIRE

## ● La rade de Brest menacée

## ● L'île d'Ouessant touchée

Déjà sévèrement touchée par la marée noire de l'Olympic Bravery, l'île d'Ouessant avait jusqu'ici été épargnée par le fuel de l'Amoco-Cadiz. Mais les nappes qui continuaient à dériver au large ont été poussées sur l'île par les vents, dans la nuit du 11 au 12 avril, ainsi que sur l'île de Molène. Sous l'action des vents de nord-nord-ouest la nappe progresse vers le goulot de la rade de Brest. Comme précédemment les quinze navires de la Marine Nationale, qui tentent de lutter contre la nappe, emploient des tonnes de produits absorbants, dont les dangers pour la flore et la faune marine sont connus.

La pollution de la rade de Brest serait particulièrement catastrophique : outre ses ressources en coquillages (coquilles St-Jacques, pétoncles, praires), nettement en baisse toutefois ces dernières années, la rade protège de nombreux parcs à huîtres et aussi des sites d'aquaculture : on y pratique l'élevage marin du saumon atlantique et de la truite arc-en-ciel : en 1977, la production de saumon était de l'ordre de 10 tonnes, celle de truite d'une douzaine de tonnes, chiffres relativement bas mais l'aquaculture est toute récente.

La pollution pourrait affecter également les fonds de la rade : les sédiments d'abord comme le Maërl, constitué d'algues calcaires mortes, propice aux coquillages. Les animaux filtreurs ensuite : par leur masse énorme, les balanes, moules, éponges et ascidies forment un immense filtre vivant qui explique, entre autres, la qualité de l'eau de la rade de Brest.

### LES POLLUEURS FONT LE CHANTAGE A L'EMPLOI

Ce qui se passe en ce moment à Ouessant et près de la rade de Brest vient en tout cas rappeler que les nappes sont loin de s'être toutes déposées sur les plages ou dissoutes dans la mer, et n'avaient disparu que dans les communiqués des autorités. De nouveaux sites sont menacés et le travail fait sur certaines plages pourrait bien être à recommencer selon la manière dont les vents tourneront.

Cependant, l'accent est mis aujourd'hui par les autorités maritimes sur leur «fermeté» à l'égard des navires qui ignorent superbement les consignes de navigation dans les rails à l'ouest d'Ouessant. Une fermeté qu'il convient d'abord de ramener à ses justes proportions. Depuis le début d'avril, seuls deux navires ont été l'objet de mesures de contrainte : un cargo grec qui naviguait à contresens dans le rail des pétroliers a été arraisonné mardi, et un cargo anglais qui a fait de même, avant de s'arrêter dans le port de Brest, où il a été facile de le «cueillir». Mais sans même parler de l'amende dérisoire (1 800 F) qu'ils encourent, il faut rappeler qu'on estime à une vingtaine le nombre de navires en infraction chaque jour !

Le «manque de moyens»

de surveillance n'explique pas tout. Le chantage au chômage pratiqué fréquemment par les pollueurs, (c'était par exemple le cas des usines responsables des boues jaunes et des boues rouges en baie de Seine), ce chantage recommence. La Shell anglaise, un des clients les plus importants de la réparation navale bretonne vient d'avertir qu'elle renoncera à envoyer un navire de 200 000 tonnes, Brest n'étant plus un port «sûr». Les exigences à l'égard des pavillons de complaisance se voient donc opposer les risques sur l'emploi des deux mille personnes, en cas de boycottage de Brest par les sociétés pétrolières et les armements de complaisance.

Après le scandale de la pollution, le scandale du chantage au chômage !

## Un premier bilan écologique

● Voici un premier bilan des dommages subis par la flore et la faune marine des côtes touchées par la marée noire. Il ne prend pas en compte les crustacés, ni les coquillages cultivés tels que les huîtres et les moules. Cette étude a été réalisée par des chercheurs de la Faculté des Sciences de Brest, membres de la Société pour la Protection de la Nature en Bretagne.

L'accumulation du mazout en épaisseur s'est faite dans les anses exposées au nord-ouest. Les algues littorales (fuciales) seront sans doute détruites sur 10 km de part et d'autre de l'épave et dans les secteurs d'accumulation du mazout. De même les laminaires sont sérieusement touchées aux abords immédiats du lieu de la catastrophe. En ce qui concerne la faune, une forte mortalité a été constatée sur les 15 km de côte autour de Portsall mais également en quelques points très localisés (Trébeurden, Trégastel). Certaines baies ont perdu la totalité de leur peuplement en coques et en couteaux. La faune des sables essentiellement est frappée de plein fouet sur tout le littoral et souvent

dans ses milieux les plus riches : Guissény, Kerlouan, Plouescat, Santec, Saint-Michel-en-Grèves, Saint-Eslam, Roscoff. Les poissons sont atteints sérieusement sur des kilomètres autour de l'épave, surtout des poissons de roche (vieilles, gobies), ainsi qu'une espèce rarement observée jusqu'ici sur nos côtes, le gadidé, dont de nombreux spécimens ont été récoltés en échouage. Les lançons ont été également très touchés. Par contre on a ramassé les mullets, les lieus et les bars morts en petites quantités. Mais beaucoup de poissons ont pu rester empétrés dans les algues, bien au-delà de la zone inter-tidale (zone de battement des marées appelée aussi l'estran), peut-être jusqu'à vingt mètres de

profondeur. En tout 35 espèces de poissons ont été touchées. L'importance de la fraction soluble dans ce brut léger et la facilité avec laquelle il émulsionne compte tenu des conditions météorologiques pourraient être à l'origine de ce phénomène assez inattendu.

Pour les oiseaux, 1 700 spécimens ont été ramassés ce qui permet d'estimer à 4 000 environ le nombre d'individus touchés. 75 % d'entre eux sont constitués par des alcidés (macareux, petits pingouins, guillemots de troil dans cet ordre) suivis par le cormoran huppé. Pour ce dernier, ce sont les populations nicheuses locales qui sont atteintes tandis que parmi les alcidés on trouve des individus qui étaient en migration de retour vers leurs colonies de l'ouest des îles britanniques. De même ont été atteints en position de faiblesse due à la mue, quelques plongeurs, nichant dans les zones arctiques.

## LA HAGUE : POUBELLE DU MONDE DES DECHETS RADIOACTIFS

● «Il serait hasardeux, dans les conditions actuelles de traiter plus de 100 à 150 tonnes par an de combustibles eau légère, si l'on veut garder la maîtrise de l'ensemble». Il s'agissait de l'usine de retraitement de La Hague, et d'un jugement établi en juin 77 par le Comité d'hygiène et sécurité élargi de l'usine, à la suite duquel la CFDT demandait une interruption des traitements des déchets nucléaires pendant une période d'au moins six mois, pour la réalisation de travaux urgents. La réponse du CEA et de sa filiale, la Cogema, vient de se faire connaître : nouveaux contrats de traitements avec des pays étrangers et agrandissement de l'usine !

Le 11 avril, la société allemande pour le retraitement des combustibles nucléaires (DWK) annonce qu'elle vient de signer un contrat avec la compagnie générale des matières nucléaires (Cogema), contrat qui porte sur le traitement de 1 705 tonnes de combustibles nucléaires !

Le projet d'agrandissement de l'usine de La Hague semble ainsi se confirmer. Dans cette usine, l'unité de traitement actuellement en service, UP 2, avec sa capacité de 800 tonnes par an (celle-là même qui, selon la CFDT ne devrait traiter que 150 tonnes max), arrivera à saturation en 1985, compte tenu des besoins nationaux, des contrats passés et du tonnage à traiter, 3 925 tonnes pour les pays étrangers.

La construction d'une nouvelle unité, UP 3, ne

devrait donc pas tarder à être décidée, compte tenu du temps nécessaire à sa réalisation.

Cette unité devrait, selon le CEA, traiter 800 t/an au début de sa mise en route, en 1985, quantité qui doit être portée rapidement au double. Cette capacité, laisse la possibilité à la Cogema de traiter quelques 6 000 tonnes de combustibles étrangers.

La Cogema prospectait donc, et de par sa position de monopole, jusqu'au 22 mars (date à laquelle les Anglais décidaient l'agrandissement de leur usine de retraitement de Windscale), réussissait à imposer ses conditions : paiement à l'avance, sans prix ferme au kilo traité. Un versement anticipé qui représente 12 milliards.

D'autres contrats sont à l'étude, mais sur de moindres quantités, avec la

Belgique, la Suisse, la Finlande...

Mais le traitement des déchets n'est pas sans poser de problèmes. D'une part le stockage, pour lequel aucune garantie n'est offerte quant à la sécurité et aux risques de pollution.

D'autre part, le plutonium pouvant servir à la fabrication de bombes nucléaires, l'impérialisme français s'entoure de certaines garanties : le combustible retraité sous forme de plutonium ne sera rendu que pour les clients qui en auront l'usage dans le secteur civil (comme combustible pour des surgénérateurs par exemple). Ces opérations de transfert devraient être contrôlées par l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Par l'exploitation du secteur du retraitement des combustibles nucléaires, l'impérialisme français dispose ici d'un atout qui lui permet de prendre une place prépondérante, mais qui demeure aléatoire, et ne va pas sans se heurter à l'impérialisme US. Celui-ci reste opposé au retraitement, et dispose d'un droit de veto, notamment en ce qui concerne le combustible japonais, puisqu'il en est le fournisseur. L'attitude des USA est prise par un souci d'éviter la prolifération des armes nucléaires,



mais aussi pour préserver ses intérêts de principal fournisseur de combustible nucléaire.

La France avance pour sa part que son usine de La Hague éviterait de donner l'envie aux autres pays, notamment aux pays en voie de développement, de s'équiper de telles installations. Or rien n'est plus faux, puisque d'une part, l'Allemagne et le Japon, disposent ou envisagent

sérieusement de s'en équiper et que d'autre part les pays de Tiers-Monde semblent s'aligner sur cette position.

Au mépris des travailleurs et des populations concernées, l'impérialisme français n'hésite pas à transformer notre pays en pouvelle pour ses projets grandioses qui risquent de tourner court !

Pierre CHÂTEL



# PARIS : LA COLERE DES QUARTIERS

Par Jean JOLIN

● Paris n'est pas seulement la ville des banques, des bureaux, des loisirs, c'est aussi une capitale au long passé de luttes.

Ce n'est pas la première fois que les familles populaires sont menacées d'expulsion et de déportation par une bourgeoisie qui veut modeler la capitale à son projet.

Les familles populaires doivent résister à des attaques incessantes. Au nom de la suppression des taudis, ou de l'aménagement routier, combien de fois n'ont-ils pas du affronter la police qui venait les expulser. Combien de fois se sont-ils opposés à la loi des propriétaires petits ou gros en s'organisant dans de multiples comités de quartier ?

Lorsque les grosses opérations de rénovation ont commencé dans les années 60, de nombreux comités de locataires ou de quartier existaient déjà. Toutefois, leurs activités étaient limitées en général à la défense juridique basée sur les acquis des luttes importantes après la guerre, comme la fameuse loi de 48.

Cela n'empêchait pas une mobilisation massive contre l'expulsion d'une famille, bien au contraire !

Cependant cette lutte au coup par coup et très défensive par rapport aux avantages acquis (dans le passé) allait être rapidement submergée par l'ampleur de la rénovation et des moyens mis en œuvre. Il ne s'agissait plus d'une famille menacée, mais d'un immeuble, voire un îlot ou une moitié d'arrondissement.

Pour arriver à leurs fins, les promoteurs disposaient d'une panoplie d'armes allant de la négociation avec les élus de gauche ou des responsables des comités. On échangeait tant de logements « sociaux » contre la rénovation de tout un quartier. Ce procédé, fréquemment utilisé, permit de désamorcer en partie un réel potentiel d'opposition.

Dans le même temps, de multiples luttes isolées tentaient de s'opposer à la rénovation par des formes

d'action beaucoup plus durables : occupation de maisons vides, notamment. Très nombreuses dans les années 70, soutenues bien souvent par des organisations d'extrême-gauche — PSU, GP... — elles restèrent cependant isolées.

Mais depuis trois ou quatre ans, on assiste à un renouveau des luttes contre l'urbanisme capitaliste à Paris.

## DES COMITES POPULAIRES AUTONOMES

Certains comités de locataires ont été à l'avant garde de ce renouveau des luttes et se caractérisent par leur base populaire qu'ils cherchent à étendre à partir de leur quartier et les axes de lutte qu'ils mettent en avant. De création assez récente (73-74) leur histoire est en réalité plus ancienne, ce qui explique leur base de masse dans leur quartier. C'est ainsi que l'Inter-Comité du Marais vient en réalité des multiples petits comités d'immeubles qui s'étaient constitués pour s'opposer à l'opération d'un riche conservateur — voulant faire du Marais son musée personnel. Regroupés dans un premier temps par « Justice et paix », le développement de la mobilisation et la radicalisation des luttes dans le centre de Paris ont amené ce comité à rechercher une



plus grande autonomie politique. Et ce d'autant que le PCF ne menait que des luttes symboliques pour se mettre en avant cherchant à récupérer les petits comités créés spontanément. Aujourd'hui, ces comités placent leurs luttes sur un terrain qui n'est plus la lutte au coup par coup, mais la lutte contre un projet global de rénovation « non aux logements vides, réfection légère »...

Ils veulent donner aux locataires, les moyens de se défendre. La permanence juridique joue ici un rôle très important. Mais elle ne se fait pas de manière passive comme la plupart des permanences de la Confédération Nationale du Logement (CNL) ou de la Confédération Générale du Logement (CGL). Elle veut être le rendez-vous hebdomadaire des locataires du quartier qui font alors connaissance, confrontent leurs

problèmes, etc. Ils ont pu remporter des victoires non négligeables comme le relogement sur place de deux familles occupantes du Marais après leur expulsion par la police, le 22 août 1977, ou le maintien dans les lieux définitifs pour Yolande, locataire active de l'Inter-Comité. Cependant, les comités sont encore assez peu nombreux sur Paris, cependant ils ont montré qu'il est possible de s'opposer à la « rénovation-déportations », mais leur radicalisation peut servir aujourd'hui de pôle de rassemblement des nouveaux comités.

## LES IMMIGRES AUSSI...

Les immigrés viennent habiter les quartiers anciens condamnés à la destruction totale. On les laisse habiter dans des immeubles qui se dégra-

dent que les propriétaires n'y font plus aucune réparation. C'est alors le prétexte à une rénovation intense qui les expulse sans relogement coûteux pour le promoteur.

Dans les années 70, des luttes d'immigrés ont eu lieu, notamment dans le 5<sup>e</sup> arrondissement, rue Tournefort, autour d'un foyer de travailleurs marocains. De nombreux étudiants avaient largement soutenu leur lutte.

Or, aujourd'hui, les immigrés prennent en charge eux-mêmes leurs luttes et l'expérience des foyers Sonacotra a enclenché une dynamique qui tend à se développer. C'est le cas du foyer Fondary dans le 15<sup>e</sup>, ou celui des locataires de la rue de Tourville dans le 20<sup>e</sup> qui refusent de faire les frais de la rénovation, d'être parqués comme des animaux dans des foyers de banlieue.

Aujourd'hui des zones entières de rénovation vont toucher les quartiers où les immigrés se rassemblaient — dans le 18<sup>e</sup> et le 20<sup>e</sup> par exemple.

Pour aboutir, leur liaison avec les locataires français est importante, car la bourgeoisie joue sur la division et le racisme. Ce que veulent ces travailleurs c'est rester sur place, avoir des logements décents et bon marché, ne pas être parqués dans des foyers sans vie et coupés de tout un quartier.

## L'ENTREE EN LUTTE DE NOUVELLES COUCHES

En même temps que Paris se vide de sa population ouvrière, de nouvelles couches sociales y arrivent. Aujourd'hui la petite et moyenne bourgeoisie représente près de 50 % de la population parisienne. Dans le même temps, la population d'employés décroît après avoir augmenté dans une première période. C'est que

maintenant elle aussi est touchée largement par le phénomène de la déportation en banlieue. Même les HLM sont de moins en moins abordables.

La multiplication des comités de locataires dans le « secteur rénové » est dû à la désillusion de ces couches sociales. Après toutes les grandes promesses sur le Paris de l'an 2000, voilà que les équipements collectifs sont insuffisants, que les prix sont toujours plus chers que la vie collective y est terne, que les loisirs sont à chercher ailleurs.

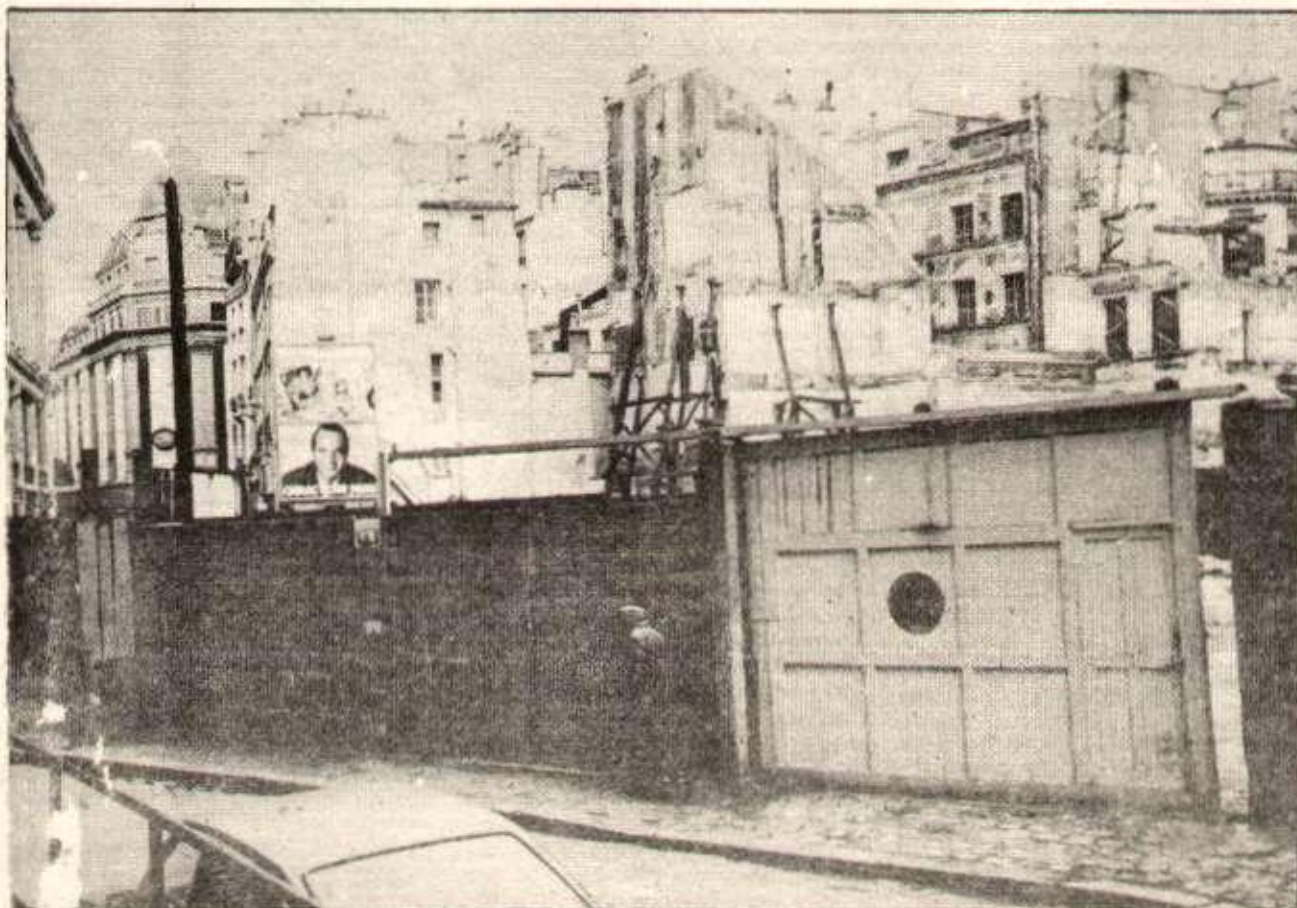
En même temps, la conscience d'un plus grand contrôle de la gestion des grandes cités par les locataires, devient largement une de leur revendication.

On trouve dans les nouveaux comités la contestation d'un projet urbain qui traduit l'affaiblissement de la base de confiance dans les projets de la bourgeoisie.

Ce mouvement de malaise mais aussi d'opposition comme dans le cas des HLM de la Caisse d'Épargne dans le 13<sup>e</sup> ou des orgues de Flandres, dans le 19<sup>e</sup>, est encore largement corporatiste.

Mais on peut voir progressivement une liaison se faire entre les luttes populaires et certains comités d'ILN ou autres. Dans le 13<sup>e</sup>, le comité de l'îlot B 10, l'Amicale CNL des logements de la Caisse d'Épargne, l'ADEPI soutiennent les mal-logés occupants le 85 avenue d'Ivry. D'autre part, de plus en plus d'intellectuels s'investissent dans les luttes de quartier. C'est le cas des élèves architectes ou urbanistes qui créent des APU (Ateliers Populaires d'Urbanisme) ou des Collectifs Aménagement apportant leurs connaissances concrètes aux luttes des locataires.

(à suivre)





# PROVOCATION DE L'EXTRÊME DROITE A BEYROUTH

## Occupation maintenue au Sud-Liban

● Les combats qui se poursuivent depuis quatre jours à Beyrouth, où une dizaine de cessez-le-feu ont été remis chaque fois en cause depuis le début de la semaine, auraient fait déjà plus d'une vingtaine de morts et une centaine de blessés. Les combats ont été marqués par des échanges de tirs, y compris à l'arme lourde, entre le quartier d'Aïn Remmaneh, contrôlé par les forces chrétiennes conservatrices, et le quartier de Chiah, tenu par les forces libanaises progressistes et les forces palestiniennes ; des combats ont opposé aussi des unités de la «force arabe de dissuasion» (F.A.O.), essentiellement syrienne, et des miliciens phalangistes appuyés semble-t-il par des unités de l'armée libanaise, infiltrée par l'extrême-droite. Le déclenchement de ces affrontements, alors qu'au Sud, le retrait israélien reste purement symbolique, fait partie d'un plan d'ensemble pour liquider la présence palestinienne au Liban.

A Beyrouth, l'organe officiel de l'OLP, *Falastine Al Thaoura*, met en garde les forces libanaises «contre le danger de tomber dans le piège de combats d'extermination réciproque, ce que souhaitent ardemment les forces isolationnistes libanaises, soutenues par l'entité sioniste». On se souvient qu'il y a trois ans, jour pour jour, c'est la tuerie organisée par les phalangistes, dans le quartier d'Aïn Remmaneh, faisant 27 morts parmi les passagers palestiniens d'un autobus, qui avait marqué le début de la guerre du Liban. L'objectif de l'extrême-droite soutenue militairement par Israël, était d'entraîner dans le conflit intérieur libanais les Palestiniens fermement attachés à leur objectif de libération de la Palestine, pour isoler et briser la résistance, en même temps que les forces progressistes libanaises. Même si aujourd'hui, les forces syriennes tirent à Beyrouth sur les milices d'extrême-droite, celles-ci constatent que la force syrienne présente au Liban n'a pas réagi à l'invasion sioniste du Sud-Liban, et compte sur l'absence de soutien syrien effectif à la Révolution palestinienne, dans le cas où la multiplication des provocations conservatrices favoriseraient une extension des combats.

Alors que les leaders de la droite ont été associés à la réunion du Conseil des ministres, le président de la Chambre des députés libanais n'a pas hésité à convoquer le parlement, le 20 avril, en vue, dit-il, d'examiner le dossier palestinien. Ceci, alors que les troupes sionistes d'occupation restent intégralement au sud du pays.

### UN RETRAIT PUREMENT SYMBOLIQUE

«Nous perdons très peu du point de vue militaire mais, nous gagnons beau-

coup politiquement, ce retrait visant essentiellement à diminuer la pression diplomatique sur Israël», ont déclaré sans ambiguïté des responsables israéliens à des correspondants de presse étrangers.

Les Israéliens ont évacué en tout et pour tout sept villages mais, même autour de ces villages, ils continuent d'occuper massivement les collines et les pitons rocheux qui les surplombent, tandis qu'ils construisent un réseau routier destiné à relier directement plusieurs zones du Sud-Liban à la Palestine qu'ils occupent.

Dans un tract diffusé lundi, les sionistes «rappellent» aux Libanais que le sud de leur pays «dépend du pouvoir israélien» et que tout citoyen libanais qui veut s'y déplacer doit en demander la permission aux autorités d'occupation. 50 000 civils libanais et palestiniens auraient regagné Sour et Nabatieh, non occupées par les sionistes, et quelques milliers d'autres la zone occupée, où ils retrouvent des villages souvent entièrement rasés : 82 villages partiellement détruits, six entièrement, selon les indications données lundi par Yasser Arafat.

### CASQUES BLEUS : COUVERTURE POUR L'OCCUPATION

Les «suspects» palestiniens et libanais qui redescendent vers le secteur occupé sont refoulés par les casques bleus, tandis qu'à New-York, Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, vient de constater «l'aggravation de la tension au sud» devant le refus israélien de se retirer, alors que le conseil de sécurité avait verbalement réclamé ce retrait. Au sujet de la présence des casques bleus, qui est de ce fait une menace contre la Révolution palestinienne et qui n'a été rendue possible que par l'absence de réaction

des régimes arabes à l'invasion sioniste du Sud-Liban, l'organe officiel de l'OLP déclare : «Toute tentative de forces de l'ONU à agir en guise de couverture pour l'occupation israélienne du Sud-Liban, ne fera qu'accorder aux forces conjointes libano-palestiniennes le droit à agir librement pour repousser du Sud-Liban les forces d'occupation sionistes». Au sujet de la présence des forces conjointes, *Falastine Al-Thaoura* ajoute : «L'OLP rejette catégoriquement toutes les conditions posées par l'entité sioniste, ainsi que tous les plans qui limiteraient cette présence dans le sud et dans d'autres parties du Liban. La seule garantie pour repousser l'agression est justement la présence dans cette région des forces palestino-libanaises».

## Parmi les crimes de guerre sionistes L'ASSASSINAT DE DEUX CINÉASTES PALESTINIENS

### Un appel de l'Institut du cinéma palestinien

L'Institut du cinéma palestinien a le regret de vous annoncer le martyr de deux de ses cadres : Ibrahim Moustafa Nasser, aide-responsable de l'Institut du cinéma palestinien, réalisateur et cameraman, et Abdel Hafeth al Asmar, réalisateur, cameraman et responsable de la distribution.

L'ennemi sioniste a perpétré un crime sauvage en exécutant les deux militants héroïques déjà gravement blessés, alors qu'ils accomplissaient leur devoir et filmaient l'agression sioniste sur le Sud Liban, qui a commencé à l'aube du 15 mars 1976.

Les détails qui suivent sont basés sur le rapport de témoins oculaires. Deux heures après le début de l'agression sioniste, deux équipes de l'Institut du cinéma palestinien se sont dirigées vers le Sud Liban : la première équipe, composée par les cameramen Abou Tharif Youssef et Ibrahim, atteint Bint Jbeil à 8 heures du matin le 15/3/76. Elle filma les batailles de rues dans la ville du Bint Jbeil et rencontra la deuxième équipe composée par nos deux héros martyrs Ibrahim Nasser et Abdel Hafeth al Asmar à Saff el Hawa au nord de Bint Jbeil.

Les deux équipes laissèrent à leurs voitures. Lorsqu'une troisième voiture de journalistes libanais les rejoint. Quelques minutes plus tard, trois blindés ennemis visèrent dans leur direction, les obligeant à se disperser.

Les deux martyrs Ibrahim et Abdel Hafeth arrivèrent à se réfugier dans un abri à quelques trente mètres de leur voiture alors que les autres se dispersaient.

Les blindés ennemis bombardèrent l'abri durant vingt minutes, aux roquettes et à la mitrailleuse. C'est là que l'un des journalistes aperçut Ibrahim et Abdel Hafeth quitter leur abri et filmer le raid aérien. Les blindés bombardèrent à nouveau, les blessant grièvement.

Deux heures plus tard, l'aviation ennemie bombardait la région et plus précisément le point de refuge de la deuxième équipe qui était revenue à la recherche des deux camarades.

Malgré leurs blessures Ibrahim et Abdel Hafeth ont été vus à nouveau quitter leur abri et filmer.

C'est à ce moment là que Ibrahim fut à nouveau atteint, ce qui les obligea de rester à découvert. A deux reprises ils déclarèrent aux blindés israéliens qu'ils étaient



sans armes avec uniquement du matériel cinématographique. Mais les hommes de l'infanterie israélienne sautant de derrière les blindés les exécutèrent.

Pour ce crime barbare, les sionistes doivent être condamnés et punis. Nous avons la preuve de ces incidents et appelons : la presse internationale, les agences de presse et les organes de cinéma à former un comité d'investigation qui réunira les témoignages de ceux qui ont vécu ces événements afin que les mesures nécessaires soient prises et que les criminels soient dénoncés et punis.

Nous saluons l'héroïsme de nos martyrs qui fidèles jusqu'au bout à leur engagement militant et professionnel, sont tombés martyrs, comme leur camarade Hani Jawharieh. Et nous sommes confiants dans la solidarité des agences de presse et organes de cinéma et de leur action face à ce crime horrible.

Notre combat continue dans la fidélité militante et professionnelle jusqu'à la victoire.

Institut du cinéma palestinien

## La contestation au sein du PCE

(1)

*Du 19 au 23 avril se tiendra le neuvième congrès du PCE, le premier depuis la légalisation. Environ 1 500 délégués y participeront, soit d'après le PCE un délégué pour 150 militants ou par fraction supérieure à 75. Les conférences régionales qui se sont tenues ces dernières semaines ont fait apparaître de profondes dissensions internes, entre les tenants de la direction actuelle, favorables aux thèses euro-révisionnistes, et ceux qu'on a appelé un peu vite les «léninistes».*

Ce dernier courant n'est pas homogène : s'il regroupe des militants favorables au maintien du léninisme dans les statuts du parti, bien peu d'entre eux par exemple sont favorables au maintien de la référence à la dictature du prolétariat, abandonnée depuis un certain temps déjà. Bien peu aussi sont en contradiction réelle avec la politique de collaboration de classe, les accords de loi Moncloa, pacte des partis de droite et de gauche pour imposer l'austérité aux travailleurs espagnols, ou avec le projet révisionniste dit de «démocratie politique et économique», aménagement de l'Etat capitaliste. Seule une minorité pourrait être qualifiée, pour simplifier, de «plus révolutionnaire» que le groupe Carrillo. Un exemple pour donner la mesure de la confusion qui existe : le 1<sup>er</sup> avril, le PSUC parti révisionniste de Catalogne, décidait par 97 voix contre 87 l'abandon du terme de léniniste. Le lendemain la même conférence annulait le vote et décidait par 97

voix contre 81 que le PCE devait garder dans ses statuts la référence au léninisme. Autre exemple : dans les Asturies, une centaine de délégués «léninistes» ont quitté la conférence régionale... à la suite d'une intervention d'un leader euro-révisionniste, Herrero Merediz, qui pourtant soutenait leurs critiques concernant l'absence de démocratie au sein du PCE.

### LE RÔLE DE MOSCOU

En réalité, il s'agit bien semble-t-il pour l'essentiel, d'un débat entre euro-révisionnistes : ceux qui veulent garder le terme de léninisme craignent que la cohésion du PCE soit plus difficile encore à sauvegarder et que cet abandon soit prématuré dans la mesure où ils estiment que le débat n'a pas été suffisamment mené sur cette question. Ils craignent que les contradictions avec l'URSS ne s'aggravent. On ne peut écarter, indirectement au moins dans cette affaire, l'influence de Moscou. Après une pause de quelques mois, les révisionnistes soviétiques ont repris leurs attaques contre le PCE, à travers *Le Communiste*, organe central du PCUS. L'article a été diffusé intégralement par l'Agence Tass. Les attaques ont été faites à travers une éloge du secrétaire du PCE de 1932 à 1942, José Diaz, qui «jamais n'appartint à cette classe de dirigeants politiques qui privilégient les traits nationaux au détriment des principes communs, éprouvés et démontrés, de la lutte pour l'établissement de la démocratie et du socialisme».

Ces attaques coïncident avec

une position des révisionnistes soviétiques qui présente les apprenances d'un «durcissement idéologique» utilisé pour rappeler à l'ordre ceux des partis révisionnistes européens qui prennent le plus leurs distances à l'égard du Kremlin. Par ailleurs, le parti de Lister, scission fomentée par l'URSS en 1968 a démontré lors de son dernier Congrès son inexistence politique, son absence de base dans le pays. Et ce qui agace le plus les révisionnistes soviétiques, ce sont les positions internationales du PCE : déclarations contre l'hégémonie, voyage de Carrillo aux USA, refus des bases soviétiques en Espagne, «autonomie véritable» pour les Canaries, mais «dans le cadre de l'Espagne, dont il faut préserver l'unité». Or les Soviétiques essaient de faire des Canaries une nouvelle zone de déstabilisation. Les révisionnistes soviétiques peuvent tenter d'utiliser les tensions actuelles du PCE pour infléchir sa politique internationale en tentant de s'appuyer sur les «communistes».

### LE PCE ET LA DÉMOCRATIE

Les trois points les plus discutés sont :

- la définition de l'actuel processus de changement en Espagne (thèse 1),
- la référence au modèle de société (thèse 6),
- l'abandon du marxisme-léninisme (thèse 15).

(A suivre)

Hélène VARJAC



## INTERNATIONAL

Erythrée :  
bombardements  
au napalm

La FPLE a annoncé que les MIG soviétiques bombardent actuellement au napalm, les localités situées à l'immédiate proximité de la capitale érythréenne, Asmara, où se trouvent notamment des milliers de mercenaires cubains. Les localités bombardées servent de points d'appui au siège de la capitale par les forces de libération. L'intensité des bombardements correspond aux plans d'agression mis au point par le Kremlin et le dictateur éthiopien, au cours du dernier voyage de celui-ci en URSS.

Dans le même temps où son aviation bombarde sauvagement l'Erythrée, l'URSS exerce actuellement des pressions sur la Libye, la Syrie et l'Irak pour que ces pays «convainquent» les fronts de libération de l'Erythrée de se soumettre aux projets de «fédération» de la Corne de l'Afrique, mijotés par les soviéto-cubains.

Ogaden : violents  
combats

D'importants combats ont eu lieu dans la semaine du 1<sup>er</sup> au 8 avril en Ogaden, où le «Front de libération de la Somalie occidentale» (F.L.S.O.), réorganisé depuis le retrait de l'armée somalienne, aurait engagé de violentes attaques contre les troupes éthiopiennes et soviéto-cubaines qui occupent la région. Selon des informations transmises par l'ambassadeur de Somalie à Paris, 170 mercenaires cubains et bulgares auraient été tués, et une centaine de véhicules militaires détruits depuis le début du mois, par le F.L.S.O., qui compterait 87 000 combattants. Plusieurs localités de l'Ogaden échapperaient actuellement au contrôle éthiopien et soviéto-cubain.

## Somalie

Selon les autorités somaliennes, la tentative de coup d'État de dimanche à Mogadiscio, a été fomentée avec l'appui des pays occidentaux, «spéciant sur un «rapprochement» de la Somalie avec l'URSS». Le président Syad Barre a déclaré que 20 personnes avaient été tuées et 34 blessées, au cours de la tentative de coup d'État, rapidement étouffée. Les autorités somaliennes ont également démenti l'exécution de 80 officiers somaliens, au cours de la guerre de l'Ogaden, comme le gouvernement du Kenya en avait fait état : ce sont six officiers qui auraient été exécutés le 6 mars.

Par ailleurs, le chef d'État somalien part vendredi pour un voyage officiel de près d'une semaine en République populaire de Chine. Selon l'ambassadeur de Somalie à Paris, les entretiens entre les dirigeants des deux pays devraient porter notamment sur la signature d'importants accords économiques.

Procès Croissant :  
ce que vaut la «parole»  
de Peyrefitte

À Stuttgart-Stammheim où s'est ouvert lundi le procès de Klaus Croissant, le tribunal a, dans l'acte d'accusation qu'il a prononcé, inclus plusieurs «délits» qui ne figuraient pas dans les motifs de la décision française d'extradition, par exemple maître Klaus Croissant est accusé par la justice allemande, d'avoir organisé «la propagande» en faveur de la «Fraction armée rouge», alors que la justice française ne reconnaissait que «l'organisation de l'information entre les prisonniers» par l'avocat allemand, qui voulait organiser une défense politique collective.

Lors de l'extradition de Croissant, Peyrefitte s'était pourtant «engagé» à «faire respecter» par la justice de RFA, les décisions de la justice française, une justice partie prenante de toutes façons, de la répression ainsi exercée contre un réfugié politique.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## INFORMATIONS GENERALES

## Versailles

LA MAGISTRATURE  
AUSSI  
A SES «CUMULARDS»

On reparle de la juridiction de Versailles. Cette fois, il ne s'agit pas du président Dorlot et de ses «excès», mais du président de grande instance, Yves Monnet. A peine installé le 31 mars dans ses fonctions, il a accepté trois jours plus tard de devenir directeur de cabinet de Chaban-Delmas, nouveau président de l'Assemblée

Nationale. Yves Monnet avait déjà été conseiller technique de Chaban quand ce dernier occupait le poste de premier ministre. Mais la volonté exprimée par Yves Monnet de cumuler ses deux fonctions a provoqué de vives réactions.

C'est ainsi que la section locale du Syndicat de la

Magistrature a publié une motion de protestation. Après avoir remarqué qu'il n'aura fallu à M. Yves Monnet «que vingt et une années de carrière pour atteindre ce poste placé hors hiérarchie» et s'être demandé si «deux années passées en qualité de conseiller technique au cabinet d'un premier ministre avaient pu de quelque

façon contribuer à une réussite professionnelle aussi exemplaire que rapide, même si une promotion de l'intéressé en 1971, avait paru si singulière à l'époque qu'elle avait été rapportée», la motion souligne : les magistrats «ne sauraient admettre que le président du Tribunal de grande instance de Versailles cumule des activités juridictionnelles et administratives à Versailles et des fonctions éminemment politiques au cabinet du président de l'Assemblée Nationale».

## Après l'effondrement de la route

Plusieurs milliers de personnes  
bloquées à Valloire

À la mairie de Valloire on n'avait jamais vu ça. Mardi, plusieurs dizaines de touristes ont en effet occupé les lieux pour réclamer le déclenchement du plan Orsec.

Dans la nuit de samedi à dimanche, la route du Galibier, la départementale 902, s'est effondrée sans faire, heureusement, de victimes et mardi une coulée de boue a fini d'isoler complètement la station de Valloire, à 17 kilomètres de Saint-Michel de Maurienne (Savoie). C'est le mauvais temps qui

s'est abattu sur la plus grande partie de la France ces jours-ci qui est à l'origine de la destruction de la D.902. Mais une route très bien entretenue aurait sans doute résisté aux intempéries. Ce n'était pas le cas de la route du Galibier. Depuis plusieurs années, la commune de Valloire demandait des crédits pour l'entretien de cette route dont l'état n'est vraiment pas brillant. Demandes qui n'ont pas eu de suite.

Le résultat c'est l'immobilisation des habitants

de Valloire et d'environ quatre mille vacanciers dont deux mille jeunes venus en groupes. En attendant la mise en place d'un pont métallique vers le 19 avril, deux mesures ont été prises : le ravitaillement est assuré par l'armée, et des hélicoptères Puma doivent évacuer les vacanciers qui accepteront d'abandonner sur place leur véhicule...

Après l'effondrement du pont de Tours, celui de la route du Galibier. A part ça, le réseau routier français se porte bien...

Se retranchant (comme de juste) derrière le droit, Yves Monnet estime qu'il n'y a pas incompatibilité juridique dans le cumul des deux postes. Mais, l'ampleur et la rapidité des réactions l'ont conduit à accepter la demande présentée par vingt-cinq magistrats de convoquer une assemblée générale, le 26 avril.

Il est vraisemblable que, pour éviter des remous, significatifs des contradictions qui traversent la justice aujourd'hui, il y annoncera son abandon du poste de président du Tribunal de Versailles, en prétextant de la difficulté pratique à cumuler les deux postes...

## Communiqué

POUR LE BOYCOTT  
DU 12<sup>e</sup> CONGRES  
INTERNATIONAL SUR LE CANCER

(Du 5 au 12 octobre 1978 en Argentine)

Lettre ouverte aux membres du Conseil Scientifique, aux membres des Commissions Scientifiques Spécialisées, aux personnels Chercheurs, Ingénieurs, Techniciens et Administratifs de l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale.

Le récent massacre de soixante prisonniers à la prison de Villa-Devoto (Buenos-Aires) rappelle, s'il en était besoin, que la dictature militaire en Argentine est l'une des plus sanglantes de notre siècle. Nous ne reviendrons pas ici sur le détail des massacres, des tortures infligées aux prisonniers politiques et à leurs familles. Amnesty International, la Ligue Internationale des Droits de l'Homme n'ont cessé de le faire durant ces deux années de pouvoir de la junte militaire. Le Docteur Léon Schwarzenberg dans son «appel aux oncologues français» déclare que «les prisons et les camps de concentration argentins sont devenus la réincarnation de «Nuit et Brouillard».

La junte vient de reconnaître officiellement qu'elle détenait 3 500 prisonniers politiques. Sans doute, la pression internationale qui s'est exercée à l'occasion de la campagne pour le boycott de la Coupe Mondiale de Football n'est pas étrangère à cette reconnaissance. Mais c'est à plus de 25 000 que les organisations humanitaires estiment le nombre des personnes disparues.

Dans ce cadre, les manifestations internationales telles que la Coupe du Monde de Football, mais aussi la tenue de congrès internationaux, tel celui de

cancérologie apportent une caution au régime qui les héberge et permettent à la junte militaire d'améliorer son image de marque. Ce ne sont pas les partisans du boycott qui «politisent» le sport et la médecine, mais la junte argentine qui compte bien les utiliser pour se faire reconnaître au niveau international, et par là même essayer de faire oublier ses camps de concentration.

Nous appelons donc les travailleurs de la Recherche médicale en France à ne pas apporter leur caution, de quelque manière que ce soit, à une telle entreprise (...)

Le SGEN-CFDT et l'INSERM lancent donc un appel aux membres du Conseil Scientifique et des Commissions Scientifiques Spécialisées pour qu'ils demandent, en tant que représentants de la communauté scientifique et médicale, aux «oncologues concernés par le congrès de cancérologie de s'abstenir de se rendre en Argentine (...)

Tous ensemble, il faut que nous exigeons du régime argentin actuel :

- l'abolition de la torture,
- la publication de la liste des prisonniers,
- la fin des procédures d'exception,
- la reconnaissance du statut de prisonnier politique,
- le jugement des prisonniers, après modification des motifs précis d'inculpation, par des tribunaux réguliers en présence d'observateurs étrangers.

Le Bureau National  
de la CFDT-INSERM



## PROGRAMME TÉLÉ

## Jeudi 13 avril

TF 1  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Eh bien, raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Jean-Christophe. Feuilleton TV en 9 épisodes, d'après l'œuvre de R. Rolland. N° 7 : Emmanuel.  
21 h 20 - L'évènement  
22 h 30 - Ciné Première. Emission d'A. Halimi. Invité R. Barjavel.  
23 h 00 - Journal

A 2  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Assemblées parlementaires : Le Sénat  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - De mémoire d'homme. Emission de P. Bellemare. L'affaire Von Rath. Les innombrables énigmes mineures de l'histoire.  
23 h 00 - Spécial buts  
23 h 10 - Journal

FR 3  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre. CFDT.  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Thérès Raquin. Film français de M. Carné (1953). D'après une œuvre de Zola. Avec Simone Signoret, Raf Vallone, J. Duby. Drame psychologique  
22 h 10 - Journal et fin

## Vendredi 14 avril

TF 1  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Eh bien, raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Au théâtre ce soir. Un mari idéal. Comédie d'O. Wilde. Avec R. Rimbau et M-C. Barraud  
22 h 35 - La musique est à tout le monde.  
23 h 05 - Journal

A 2  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Un ours par comme les autres. Feuilleton en six épisodes de Nina Compañez. Sixième et dernier mouvement : Finale andante modérato largo.  
21 h 35 - Apostrophe. Des écrivains «empêchés».  
22 h 45 - Journal  
22 h 50 - Ciné-Club. Comment faire partie de l'orchestre ? Film Danois de H. Carlen (1972). Etudes de mœurs.  
00 h 20 - Fin des émissions.

FR 3  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre. Centre national des jeunes artisans.  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Les dossiers noirs : Le mystère Kennedy. Enquête et réalisation de M. Charlier. N° 1 : Un certain Lee Oswald.  
21 h 40 - La révolution nucléaire. N° 2 : L'atome pendant la guerre.  
22 h 30 - Journal et fin des émissions.

LIRE

## Livre blanc sur les conditions de travail dans l'agglomération grenobloise

Aux Editions Presses Universitaires de Grenoble

# UN OUTIL DE TRAVAIL ET DE LUTTE

Réalisé par les Unions Départementales CGT et CFDT de l'Isère en collaboration avec une équipe d'universitaires, il retranscrit les travaux effectués lors d'un colloque sur la «santé de la classe ouvrière» organisé en janvier 75, dans le cadre de l'Institut du travail de Grenoble, par la CGT et la CFDT.

Les faits rapportés par le livre — qui n'examine, précisent ses auteurs, que les méfaits du capitalisme durant la période de travail proprement dite — sont d'autant plus révélateurs qu'ils portent sur des entreprises que le patronat affirme être les plus modernes en matière de conditions de travail !

Les auteurs ont choisi en outre des entreprises qui, rassemblées, représentent les principaux secteurs d'activité de l'industrie de notre pays : la métallurgie avec Caterpillar, Merlin Gérin (fondries), l'électronique avec la Sescosem, la chimie avec Rhône-Poulenc, Uguine Kuhlman, les papeteries, l'alimentation et la construction électrique.

Le livre montre, faits à l'appui, que si les capitalistes ont été contraints sous le poids des luttes, de se rapprocher des huit heures de travail journa-

lières, ils cherchent quotidiennement à récupérer leur profit, ne pouvant allonger démesurément la journée de travail, et cela par l'intensification des cadences.

Le patronat tente d'utiliser physiquement chaque jour, les travailleurs au maximum de ce qui est compatible avec la durée de récupération journalière. En ce qui concerne les

conditions de travail, le livre montre que les capitalistes arrêtent celles-ci en fonction d'un calcul économique précis : ne pas faire de dépenses telles que l'économie qui en résulte pour eux, soit inférieure à la dépense engagée.

Aux conditions désastreuses de travail qu'on pourrait qualifier de «classiques» s'ajoute depuis

quelques années, l'introduction massive des produits dangereux dans le processus de production : ce sont bien sûr les produits chimiques quand les travailleurs ne sont pas soumis à la radioactivité. Le livre montre que la pollution est bien d'abord dans l'usine.

Mais ce livre n'est pas seulement une dénonciation, c'est aussi un instrument de lutte : dans les usines précisément où l'étude a été faite, les travailleurs ont commencé à engager des luttes pour la santé. Ils ont obtenu des résultats.

Les auteurs expliquent à juste titre que ce combat doit être constant car les capitalistes cherchent toujours, comme dans tous les domaines, à compenser ce qu'ils ont du céder.

Les auteurs montrent enfin que seule une société où le profit serait aboli pourra durablement garantir la santé et la vie des travailleurs.

Leur conclusion, nous la faisons nôtre : «Ce ne sont pas les conditions économiques ou techniques qui s'opposent à l'amélioration des conditions de travail et l'accroissement du niveau de l'emploi : c'est la loi de fonctionnement du capitalisme».

### DE L'ESPRIT ET DES MOYENS DE LA RATIONALISATION DU TRAVAIL

#### AUX PAPETERIES DE VIZILLE 1970

Un ouvrier, M. VEYRET, était chargé de relever un compteur encastré dans un mur.

Pour ce faire, il DEVAIT TRAVERSER UNE CUVE D'EAU BOUILLANTE, SUR UNE SIMPLE PASSERELLE DE BOIS, SANS AUCUN GARDEFOU...

Un jour de 1970, il tombe dans la cuve d'eau bouillante, et meurt, brûlé à 100 %...

...A la suite du décès, la Direction a constaté que le compteur n'avait pas une grande utilité et cette opération a été supprimée !

# Et l'acier fut trempé

110<sup>e</sup> épisode

En patrouillant à la frontière soviéto-polonaise, Pavel Kortchaguine et Gravilov remarquent des empreintes.

Des traces de pas. L'homme n'a pas brouillé sa piste; il est allé droit vers le bois, et venait visiblement de Pologne. Le commandant avance jusqu'à la piste de guet. Des traces sont visibles à une dizaine de pas, en territoire polonais.

Quelqu'un a franchi la frontière cette nuit, bougonne le commandant. La troisième section n'y a encore vu que du feu et le rapport de ce matin ne signale rien. Ah, les rosses !

L'haleine chaude de Gravilov argente sa moustache grisonnante, qui pend sévèrement sur la lèvre supérieure.

Deux silhouettes viennent à la rencontre des cavaliers. L'une est petite, noire, surmontée d'une baïonnette qui brille au soleil; l'autre est énorme sous une pelisse jaune en mouton. Sentant la pression des cuisses, la jument pie accélère l'allure et les cavaliers sont bientôt à la hauteur des deux sentinelles. Le soldat rouge rajuste sa bretelle de fusil et crache son mégot sur la neige.

— Bonjour, camarade. Quoi de neuf dans votre secteur ? Et, presque sans se pencher parce que l'homme est très grand, le commandant lui tend la main. L'hercule retire rapidement son gant. Le commandant serre la main de la sentinelle.

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

Le Polonais les observe de loin. Deux officiers rouges et un soldat se rencontrent et s'entre-tiennent comme des amis. Il se voit serrant la main du commandant Zakrjewski, et cette pensée absurde l'amène involontairement à jeter un coup d'œil autour de lui.

— Bonjour, camarade commandant du bataillon, je viens de prendre mon tour de garde.

— Vous avez vu les traces, là-bas ?

— Non, pas encore.

— Qui était de garde, cette nuit, de deux à six ?

— Sourotenko, camarade commandant du bataillon.

— Bien, ouvrez l'œil !

Et, sur le point de s'éloigner, il lance un sévère avertissement :

— Ne vous promenez pas trop avec celui-là.

Tandis que leurs montures avancent au trot sur la large route qui va de la frontière à Berez-dov, Gravilov raconte :

— La frontière requiert une grande vigilance. Un moment d'inattention peut coûter très cher. Nous devons veiller jour et nuit. Le jour, ça va encore, mais la nuit il faut être sur ses gardes. Jugez-en vous-même, camarade Kortchaguine. Dans mon secteur, il y a quatre villages coupés en deux. D'où de grandes difficultés. On a beau multiplier les postes de garde, tous les parents rappellent de l'autre côté à chaque noce, à

chaque fête. Et comment les en empêcher ? Une vingtaine de pas séparent les maisons; quant à la « rivière », une poule la traverserait à pied sans se mouiller. En plus, il y a la contrebande. La plupart du temps, c'est sans importance : une paysanne apporte une paire de bouteilles de vodka polonaise... Mais il y a pas mal de gros contrebandiers, qui brassent des sommes importantes. Et tu sais ce que font les Polonais ? Ils ouvrent dans tous les villages de la frontière des magasins où l'on trouve de tout. Ce n'est évidemment pas pour leurs paysans misérables qu'ils font ça.

Kortchaguine écoute, vivement intéressé. La vie des gardes-frontières ressemble à une activité de patrouille et de service de renseignements.

— Dites-moi, camarade Gravilov, est-ce que tout ça se borne à de la contrebande ?

Le commandant s'assombrit.

— C'est justement... Voilà le hic.

La petite localité de Berez-dov. Un trou perdu de l'ancienne zone de peuplement juive. Deux à trois cents bicoques plantées à la diable. Une immense place du marché, sale, pleine de crottin, avec, en son centre, deux douzaines de baraques. Des fermes sur tout le pourtour de la localité.

Au centre du quartier juif, sur le chemin de l'abattoir, se dresse une vieille synagogue. La bâtisse branlante dégage une accablante impression de tristesse. Il est vrai que, les samedis, elle regorge de monde, mais ce n'est plus comme avant, et la vie du rabbin ne ressemble guère à celle qu'il aurait souhaitée. Quelque chose de vraiment exécrable a dû se passer en 1917 pour que, même dans un patelin comme Berez-dov, la jeunesse ne considère plus le rabbin avec toute la déférence voulue !

(à suivre)



Zimbabwe :  
l'indépendance véritable par la lutte

## LIBERATION DES FEMMES ET LUTTE ARMÉE AU ZIMBABWE



Dans les réunions politiques aussi bien que dans les combats armés, les femmes prennent une place croissante.

### «Dans la même tranchée...»

Par Eddison ZVOBGO, membre du Comité Central de la ZANU, chargé des relations politiques.

«Dès que nous nous sommes suffisamment développés du point de vue idéologique pour comprendre nos erreurs précédentes, le nombre des femmes combattant dans la ZANLA (1) est passé de 500 en 1972 à 2 000 en 1974 et à 10 000 aujourd'hui. Toutes s'entraînent comme tous

les autres combattants, il y en a plusieurs à des postes de commandement. Les conditions dans les camps sont les mêmes.

Il n'y a rien de plus libérateur pour la femme que la participation à une lutte armée. Après qu'un homme et une femme se sont trouvés

ensemble, dans la même tranchée, en train de combattre et de tirer sur le même ennemi, il n'est pas possible, en rentrant le soir à la maison de dire à sa femme : «Margaret, fais-moi une tasse de café».

Aujourd'hui, il y a des hommes et des femmes de la

ZANLA dans les 39 districts. Nous avons maintenant des femmes et des hommes de la ZANLA qui opèrent ensemble dans les 39 districts. Nous avons des femmes dans l'état-major, le commandement militaire suprême et le Comité Central. Par exemple, il y a quelques mois, une délégation en Europe était conduite par une femme, d'un grade supérieur au mien.

Et pour des Africains, arriver à cette étape est vraiment le fruit d'une profonde transformation. Car dans les pays

africains, ou, en tout cas, dans notre Zimbabwe, l'homme était vraiment considéré comme supérieur à la femme. Mais aujourd'hui, les femmes transportent des bazookas, manient des mitraillettes, et il n'y a aucune raison qu'elles redeviennent des citoyens de deuxième classe».

(1) ZANLA : Armée de Libération nationale du Zimbabwe, ZANU : Union nationale africaine du Zimbabwe.

### «Nos femmes sont des femmes d'action»

Extraits d'une interview de Teurai ROPA

Interview de Teurai Ropa, 23 ans, qui s'est formée dans la lutte armée de son peuple. Membre du Comité central et du Comité Exécutif où elle est déléguée pour les femmes.

«Les femmes qui ont rejoint la lutte représentent toutes les catégories, depuis les jeunes filles jusqu'aux grand-mères. Nous avons des femmes qui ont peu d'éducation et des femmes qui sont allées à l'Université. Comme les hommes, les femmes nous ont rejoint par tous les chemins. Parce que notre parti a une base de masse, nos militants sont représentatifs des masses dont nous sommes issus.

Il y a une chose que ces femmes ont en commun, c'est le désir de libérer leur patrie, parce qu'elles savent que c'est seulement par une véritable libération que la condition des femmes au Zimbabwe peut avancer.

Aujourd'hui, au Zimbabwe, les femmes comme tous les Zimbabweens souffrent de beaucoup de problèmes. Elles souffrent parce qu'elles sont exploitées par le régime colonial, soutenu par les impérialistes. Cela signifie la limitation des terres, les salaires très bas (aussi bas que dix dollars par mois), des conditions de travail épuisantes, de très dures conditions de vie, peu de possibilités d'améliorer son éducation, d'être soignée, la malnutrition.

Les femmes souffrent aussi d'une oppression supplémentaire : elles sont un symbole de «prestige» et sont souvent traitées par les hommes presque comme des marchandises. C'est un problème auquel sont confrontées les femmes dans tous les pays capitalistes. Les femmes du Zimbabwe luttent à présent pour être traitées comme des



Teurai Ropa

êtres humains à part entière au lieu d'être traitées comme des objets de plaisir ou de simples instruments de travail. Un problème plus grave que rencontrent les femmes du Zimbabwe c'est celui de l'oppression féodale par laquelle les femmes sont soumises à l'autorité de leur mari et n'ont aucun droit.

Dans tous ces domaines, les femmes combattent pour se libérer et faire avancer leur condition, car c'est seulement dans le combat qu'elle voit la possibilité d'attendre ce but».

Teurai Ropa caractérise le mouvement de libération des femmes au Zimbabwe, en soulignant notamment : «Notre lutte de libération, de par sa nature et ses racines, a une base solide parmi les femmes de la paysannerie et de la classe ouvrière» et elle est «tout à fait liée au combat général pour éliminer le système capitaliste d'exploitation». La dirigeante de la ZANU note aussi que «nos femmes sont des femmes d'action» et

qu'étant engagées dans une âpre lutte armée, elles n'ont guère en jusqu'ici la possibilité de «faire connaître à l'autre bout du monde ce qu'elle font», d'où l'ignorance de l'opinion internationale sur la lutte spécifique des femmes africaines du Zimbabwe.

— Q : Quel est le rôle des femmes dans la mobilisation des masses pour la lutte au Zimbabwe.

— Les femmes ont joué un rôle clé dans la mobilisation des masses au Zimbabwe. Au début, notre Parti avait des difficultés pour convaincre les masses que nous pouvions vaincre le régime colonial avec son armée nazie qui semblait toute puissante et sa police partout présente, prête à écraser le moindre signe de révolution.

Mais une fois que nous avons gagné la confiance des femmes c'est devenu beaucoup plus facile de gagner le soutien des masses. Les hommes avaient honte de voir des femmes combattre le régime nazi de Ian Smith, alors qu'eux-mêmes avaient trop peur pour prendre le fusil contre l'ennemi. Ainsi la mobilisation des femmes dans notre combat, leur mobilisation en tant que soldats, cadres, travailleuses sociales et médicales, nous a permis de développer formidablement notre combat (...).

(Traduit par nos soins)

Ces propos de Teurai Ropa sont extraits de *Zimbabwe News* n° 1 de 1978. Une version de *Zimbabwe News* en français est actuellement préparée par le comité Zimbabwe, qui la diffusera prochainement.

Comité Zimbabwe  
15, rue Marcheron  
92170 VANVES



### «Age moyen des guérilleros : 19 ans...»

«L'âge moyen des guérilleros est de 19 ans, ils sont très jeunes. Ils viennent des écoles, par classes entières, pour s'entraîner militairement. Certains sont venus des zones tribales avec leurs parents... D'autres quittent le pays parce qu'il n'y a de places que pour les Blancs et réalisent que s'ils ne prennent pas les armes, ils n'ont aucun avenir.

Les jeunes jouent toutes sortes de rôles dans la guérilla. En dehors des Forces du combat qui vont de 16 à 25 ans, d'autres sont engagés dans la production agricole, pour garantir la continuité de la révolution.

D'autres font des cours : nous avons douze mille écoliers de 6 à 14 ans. Certains jeunes qui ont fini le secondaire viennent enseigner. Ils s'occupent également de nos postes sanitaires : nous en avons beaucoup, en Zambie, au Mozambique, et à l'intérieur même du Zimbabwe.

Il n'y a aucun aspect de la vie sociale dans lequel ils ne soient pas engagés».